

Transcription de l'interview d'Enrique Barón Crespo (Madrid, 31 mars 2011)

Légende: Transcription de l'interview d'Enrique Barón Crespo, député (1977-1982), ministre des Transports, des Communications et du Tourisme (1982-1985), député européen (1986-2009) et président du Parlement européen (1989-1992), réalisée par le Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (CVCE) le 31 mars 2011 à Madrid. Conduit par Cristina Blanco Sío-López, chercheur au CVCE, l'entretien porte particulièrement sur les sujets suivants: les origines de sa vocation européiste; sa participation au processus de transition démocratique en Espagne; les négociations d'adhésion de l'Espagne aux Communautés européennes; son expérience comme président du Parlement européen; son analyse des défis et avancées du Traité constitutionnel et du Traité de Lisbonne; l'impact et la signification des élargissements successifs de l'Union européenne; les relations extérieures de l'Union; et les apports de l'Espagne au processus de construction européenne.

Source: Interview d'Enrique Barón Crespo / ENRIQUE BARÓN CRESPO, Cristina Blanco Sío-López. - Madrid: CVCE [Prod.], 31.03.2011. CVCE, Sanem. - VIDEO (02:41:38, Couleur, Son original).

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/transcription_de_l_interview_d_enrique_baron_crespo_madrid_31_mars_2011-fr-412c1902-597d-4101-9d31-a6b06f6342be.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview d'Enrique Barón Crespo (Madrid, 31 mars 2011)

Table des matières

1. Biographie et carrière professionnelle pendant la transition vers la démocratie et les négociations d'adhésion de l'Espagne aux Communautés européennes.....	1
2. Influences théoriques sur sa pensée européenne.....	3
3. Facteurs-clé dans l'évolution de son engagement pour la défense des droits de l'Homme.....	4
4. Concomitance entre la transition à la démocratie et les négociations d'adhésion de l'Espagne aux Communautés européennes.....	5
5. Étapes de son expérience au Parlement européen.....	11
6. L'élargissement de l'Union européenne vers l'Est et la réunification du continent après la Guerre froide.....	16
7. Son expérience du Parti Socialiste Européen.....	19
8. La société de l'information, le processus de construction européenne et le développement d'une démocratie participative en Europe.....	20
9. Principes d'un fédéralisme européen et le cas des Comunidades Autónomas espagnoles.....	21
10. Le Traité constitutionnel et le Traité de Lisbonne.....	22
11. Principes et valeurs du processus de construction européenne.....	24
12. Relations interinstitutionnelles au sein de l'Union européenne.....	26
13. Les relations extérieures de l'Union européenne : intégration régionale et dimension globale du processus de construction européenne.....	27
14. L'union économique et monétaire.....	29
15. L'Espagne et le processus de construction européenne.....	31

1. Biographie et carrière professionnelle pendant la transition vers la démocratie et les négociations d'adhésion de l'Espagne aux Communautés européennes

[Cristina Blanco Sío-López] Bonjour.

[Enrique Barón Crespo] Bonjour.

[Cristina Blanco Sío-López] Je tiens tout d'abord à vous remercier pour votre disponibilité et l'honneur que vous nous faites en nous recevant pour nous parler de votre passé et de votre témoignage au sujet du processus d'intégration européenne.

[Enrique Barón Crespo] Tout l'honneur est pour moi.

[Cristina Blanco Sío-López] Merci beaucoup. Pour commencer, je voudrais vous demander ce qui a été à l'origine de votre intérêt pour une dimension européenne de la politique.

[Enrique Barón Crespo] Je suis né et j'ai fait mes études primaires et secondaires dans un pays régi par une dictature, un pays fermé sur lui-même, mais qui commençait à s'ouvrir. Je me rappelle que lorsque j'accomplissais mon année d'études préuniversitaires, en 1959, l'année du plan de stabilisation, un certain mouvement en ce sens commençait à apparaître. À cette époque, j'étudiais le français au Colegio Calasanz de los Padres Escolapios. On commençait à pouvoir se procurer des ouvrages de littérature. Je me souviens en particulier d'un livre difficile à trouver et que j'ai réussi à acheter, un livre qui m'a beaucoup impressionné. Je l'avais trouvé dans une librairie du nom de Book Holds. Il

s'agissait de la pièce de théâtre *Les Justes*, de Camus. Après avoir lu ce livre, je suis pour ainsi dire devenu camusien. Je me souviens avoir lu un autre ouvrage de Camus, *La Chute*, dans lequel une phrase disait que «dans l'Espagne de Franco, on arrose les pois chiches à l'eau bénite». C'est là une des phrases qui ont eu le plus d'influence dans ma vie. Il y avait d'abord cette évocation de l'Espagne franquiste – on ne disait pas «de Franco» –, l'adjectif «franquiste» ne s'employait pas ici. Mais c'est surtout ce contraste si frappant – arroser des pois chiches avec de l'eau bénite – qui m'a bouleversé. Par la suite, quand je suis entré à l'université, mes idées ont commencé à évoluer. J'ai entamé des études à l'Université Complutense de Madrid ainsi qu'à l'ICADE (Universidad Pontificia Comillas) – je faisais partie de la première promotion de l'ICADE – pour me former en gestion d'entreprise. Mon orientation commençait à prendre forme en 1962, une année très importante. C'était l'année des grèves de mineurs en Asturie. C'était aussi l'année du fameux congrès du Mouvement européen à Munich, qui a permis à l'opposition espagnole d'apparaître sur la scène internationale pour la première fois depuis la Guerre civile. De plus, c'est dans ces circonstances que le dictateur, le général Franco, a envoyé à Bruxelles la lettre évoquant la possible adhésion de l'Espagne à la Communauté européenne. Car celle-ci commençait à fonctionner, malgré toute la rhétorique qui avait été développée en Espagne au sujet des démocraties européennes décadentes qui ne survivraient pas à la vigueur de notre régime. Pour moi, l'année 1962 a été une année vraiment très importante car c'est alors que les deux grands pôles de ma vie politique se sont formés. Il y a eu ma décision de lutter d'abord contre la dictature et pour une Espagne démocratique, ensuite de lutter pour arriver à ce que l'Espagne puisse participer à un processus aussi enthousiasmant que l'était la construction européenne. Depuis cette époque, ces deux pôles ont guidé ma vie politique.

[Cristina Blanco Sío-López] Que pouvez-vous nous dire de l'expérience de formation que vous avez eue à Paris entre 1963 et 1965? Dans quelle mesure cette connaissance plus profonde de l'Europe vous a-t-elle influencé?

[Enrique Barón Crespo] Eh bien... Lorsque j'allais entrer en troisième année, le recteur de l'université – le père Sevilla – m'a fait une offre qui, à mes yeux, était irrésistible: la possibilité de continuer mes études dans une grande école française, l'ESSEC, l'une des grandes écoles de commerce. Beaucoup de choses ont changé... Maintenant on appelle cela une Business School... Bref, selon cette proposition, je pouvais bénéficier d'une équivalence pour ma première année et entrer directement en deuxième année de cette école en France. Sincèrement, je n'ai pas eu d'hésitation. J'en ai parlé à mes parents, j'ai passé un accord avec les jésuites, un accord qui nous permettait de gagner un soutien, je pense. Et cela, il faut bien le dire, ce n'est pas chose facile. Selon cet accord, si j'achevais mes études en France et obtenais le diplôme de droit sans passer par la filière ordinaire espagnole, mon université m'octroierait le diplôme de l'ICADE. Le fait est que j'ai tenu mon engagement. Je suis donc parti en France en 1963. Pour nous, la France, c'était un monde complètement différent. Généralement, on s'y rendait encore en train. On commençait à voir des avions à réaction – comme la Caravelle – mais ce moyen de transport était très cher. Quant au voyage en train, je ne dirais pas que c'était une aventure, mais une partie du trajet se faisait encore avec d'antiques locomotives à vapeur, il fallait changer de train à la frontière, etc. Bref, on rencontrait toutes sortes de difficultés. Il n'était pas facile d'obtenir un passeport, il y avait le problème du changement de devise et ainsi de suite. Quoi qu'il en soit, plein d'enthousiasme, j'ai pris ma décision. J'en profite pour remercier encore mes parents – je ne l'ai peut-être pas fait suffisamment – de m'avoir permis de réaliser ce rêve. Je suis issu d'une famille de classe moyenne comptant huit frères et sœurs. Toute leur vie, dans cette société si particulière, mes parents ont travaillé et lutté pour offrir une vie meilleure à leurs enfants. Avec leur énorme générosité et leur sens du sacrifice, ils m'ont offert cette possibilité. Je suis donc allé à Paris. Je dois dire que, pour la première fois, j'y ai respiré l'air de la liberté. C'est peut-être difficile à imaginer, mais je trouvais merveilleux, à 19 ans, d'être à Paris et de goûter cette vie culturelle, artistique et politique si riche et si variée. Même l'aspect linguistique m'a étonné. Dans l'enseignement du français que j'avais suivi, il était plus important de connaître les pluriels irréguliers des noms ou les temps irréguliers des verbes que de pouvoir s'exprimer normalement. Je me suis cependant très vite adapté et, à vrai dire, j'ai passé en France deux années

inoublables.

[Cristina Blanco Sío-López] Vous évoquiez tout à l'heure le congrès de Munich de 1962 – qui avait été qualifié de «contubernio de Munich» (alliance contre nature de Munich) en Espagne –, ce congrès qui avait permis la rencontre entre des membres de l'opposition intérieure et les exilés européens et antifranquistes.

[Enrique Barón Crespo] En effet.

[Cristina Blanco Sío-López] Comment avez-vous vécu ce moment, et quelles sont les personnalités qui vous ont le plus influencé au niveau théorique? Je pense par exemple à Salvador de Madariaga ou Indalecio Prieto... Qui a eu de l'influence sur vos décisions et vos principes théoriques... parmi ces sources d'inspiration et dans le contexte de votre engagement envers l'idée d'Europe?

[Enrique Barón Crespo] En fait, j'ai d'abord eu connaissance du congrès de Munich à travers la presse franquiste, puis par le biais de la radio. J'étais en effet un auditeur assidu de Radio France, de Monte-Carlo et de la BBC. En plus d'apprendre des langues, ces sources diverses m'ont permis d'établir des contrastes. J'ai alors constaté ceci: d'une part, la version officielle était celle de la trahison à la patrie et ainsi de suite. D'autre part, l'aspect le plus important de cette réunion de Munich était que, pour la première fois, tout le monde s'était rassemblé, depuis les monarchistes favorables à Juan Carlos jusqu'aux communistes. Par la suite, de façon surprenante, j'ai commencé à faire la connaissance de tous ceux, ou presque, qui ont participé au congrès de Munich. Beaucoup me sont devenus des amis très chers, comme José Federico de Carvajal, qui deviendra président du Sénat et que j'aurai pour collègue pendant de nombreuses années, ou Carlos Bru... Tout ce groupe d'européanistes – dont, étrangement, on ne parle pas alors que beaucoup avaient lutté pendant la Guerre civile – était constitué de personnes merveilleuses avec qui j'ai eu l'occasion de travailler dans le cadre de l'ordre des avocats et pendant toute la transition démocratique. Je veux parler de Jaime Miralles, Joaquín Satrustegui, Vicente Piñés, Villar Arregui, pour ne citer qu'eux. Certains avaient participé à la Guerre civile et d'autres avaient même été déportés. Je pense aussi à Pepín Vidal Beneyto, un autre des personnages admirables de cette époque. À partir d'un certain moment, j'ai donc eu l'occasion de faire leur connaissance. Pour ce qui est des exilés politiques de la période postérieure à la Guerre civile, j'en ai connu certains à Paris. Je me souviens, par exemple, d'y avoir fait la connaissance d'Álvarez del Vayo. Salvador de Madariaga savait qui j'étais. Je ne l'ai pas connu personnellement. Je pense avoir été influencé par les participants à la réunion de 1948, par le Mouvement européen et par ses fondateurs. J'ai pris connaissance de l'œuvre de Salvador de Madariaga et de son parcours par la suite. Quels sont les personnages qui m'ont le plus inspiré? À cette époque, lorsque la Communauté européenne commençait à prendre forme, hormis des gens comme Camus ou Sartre, qui étaient ceux que je pouvais connaître le mieux, j'ai été fortement influencé par d'autres, comme Jean Monnet. Pour moi, Jean Monnet était en quelque sorte un antihéros. Je dis toujours qu'il était un vendeur de cognac qui n'a pas été à l'université, mais il a évidemment été une des grandes figures du XXe siècle. À part cela, j'ai vécu de façon très directe, bien sûr, toute l'époque de la réconciliation franco-allemande, le pacte et le traité de 1963, la confrontation entre de Gaulle et les Britanniques, le plan Fouchet, la politique de la chaise vide et le compromis de Luxembourg. J'ai donc assisté à tout cela, en quelque sorte... Tous ces événements ont contribué à ma vocation européeniste.

2. Influences théoriques sur sa pensée européenne

[Cristina Blanco Sío-López] Pour en revenir aux principes, vous avez rédigé des écrits sur la Charte des droits fondamentaux, des droits de l'homme, dont le contenu a été influencé par les idées de Winston Churchill. Comment pensez-vous que cette Charte des droits fondamentaux a pris forme au cours de l'histoire? Qu'est-ce qui a été accompli à cet égard?

[Enrique Barón Crespo] Cette question est très étrange car il est vrai que c'est Winston Churchill qui a prononcé le fameux discours de Strasbourg, puis le discours du congrès de La Haye. Et le plus significatif, c'est que le pays qui oppose le plus de résistance à l'application de cette Charte des droits fondamentaux que nous avons créée, le pays qui bénéficie d'un opting out, c'est-à-dire d'une clause de non-participation, c'est le Royaume-Uni. Cette clause lui a été accordée parce que la Chambre des Lords a estimé que la Charte n'avait pas de valeur dans ce pays, ce qui est bizarre. Je dirais même que l'un des grands succès de la diplomatie britannique est d'avoir fait en sorte que la Charte des droits fondamentaux reste cachée, en quelque sorte. C'est là un des grands paradoxes des Britanniques. C'est un grand peuple qui n'hésite pas à prendre le taureau par les cornes quand les choses vont très mal, mais à d'autres moments... Quoi qu'il en soit, à mon avis, la Charte des droits fondamentaux est la seule chose que le citoyen comprend quand il consulte le traité de Lisbonne. Je ne parle évidemment pas des avancées qu'il implique. À cet égard, je voudrais évoquer une réunion que la Commission avait organisée en février de cette année afin d'étudier la mise en œuvre du traité de Lisbonne. Elle avait rassemblé des spécialistes de toute l'Europe, du monde entier, et des personnalités d'envergure. Mon attention a été particulièrement attirée par le discours de clôture prononcé par le président de la Cour de justice de l'Union européenne. Je ne reviens plus sur le nom de ce juge grec, mais peu importe. En fait, presque les trois quarts de son discours ont été consacrés aux changements que l'application de la Charte des droits fondamentaux apportera au niveau de la jurisprudence ainsi que pour les citoyens. À mon sens, c'est peut-être le progrès le plus important du traité de Lisbonne. Et j'en suis très fier car, en tant que représentant du Parlement européen lors de la négociation du traité, je suis parvenu à ce que celui-ci ne se limite pas à une déclaration (la n° 11) et qu'il soit proclamé solennellement.

3. Facteurs-clé dans l'évolution de son engagement pour la défense des droits de l'Homme

[Cristina Blanco Sío-López] Pourriez-vous également nous parler de votre fonction d'avocat défenseur des droits de l'homme dans les tribunaux d'exception, et de l'influence que cette expérience a eue sur votre engagement en faveur des droits de l'homme comme impératif éthique et comme élément identificateur du processus de construction européenne?

[Enrique Barón Crespo] Certainement. Nous étions à l'époque du début de l'agitation universitaire en Espagne. À Paris, j'ai eu l'occasion d'entrer en contact directement avec les groupes politiques les plus actifs et, assez singulièrement, pour des raisons de proximité humaine, j'ai pu lier des liens avec des travailleurs de l'action syndicale qui étaient originaires du mouvement ouvrier asturien et basque. Cela m'a amené à m'engager de plus en plus auprès de ce groupe qui a formé, à cette époque, l'USO – l'Union syndicale ouvrière –, laquelle jouera un rôle d'appui dans la reconstruction de tout le mouvement socialiste, auquel je m'intégrerai par la suite. Toutefois, il faut bien savoir qu'à ce moment, cette orientation politique n'était pas très définie, exception faite du Parti communiste, qui était le plus organisé. On pourrait dire que ce parti était l'establishment de l'opposition. Lorsque je suis rentré en Espagne, j'ai décidé d'enseigner à l'université. J'y ai travaillé entre 1966 et 1970. J'ai commencé en tant que professeur d'économie agraire, qui était un peu la spécialité que j'avais choisie. J'ai donné cours à l'Institut Nevares de Valladolid, un établissement de formation d'entrepreneurs agricoles, puis j'ai rejoint la chaire de structure économique de l'Université Complutense pour seconder le professeur Velarde. J'y ai été professeur adjoint pendant trois ans. J'ai assumé cette charge d'enseignant tout en appuyant le mouvement ouvrier et, par la suite, en participant activement à la presse critique qui était occupée à prendre forme. J'ai été conseiller de rédaction pour les Cuadernos para el Diálogo, une publication dans laquelle j'ai écrit énormément d'éditoriaux. J'ai également rédigé des textes pour l'édition mensuelle de cette même publication. Cette expérience a été pour moi une grande école de citoyenneté et de réconciliation, ainsi que de formation européeniste. Parmi les choses que j'ai écrites, pour citer un exemple, je me souviens d'une extraordinaire, d'une énorme

analyse que j'avais faite du plan Mansholt. J'ai aussi écrit dans *España Económica*, surtout concernant les thèmes européens, ce qui me paraît important, ainsi que dans *Triunfo*, dans *Siglo*, etc. Plus tard, quand *Cambio 16* et d'autres publications sont apparues, j'y ai aussi contribué. Pendant l'année académique 1969-1970, j'ai pris une décision. J'avais une vocation universitaire très claire, mais je me consacrais de plus en plus à l'action politique. Je me suis dit que j'avais un choix à faire. Dans la vie, j'ai toujours préféré me concentrer sur une chose et ne pas trop mélanger. En 1969, au niveau de l'Ordre des avocats – auquel j'allais bientôt m'inscrire – un fait important s'est produit: la lutte pour le Congrès de León, grâce auquel nous avons obtenu la reconnaissance du statut de prisonnier politique. Au sein de la conspiration que nous avons montée parmi l'Ordre des avocats, on m'a alors confié une tâche en raison de mon passé en tant qu'universitaire et enseignant en économie. Mes confrères m'ont dit ceci: «Bon, puisque tu travailles plus ou moins avec des chiffres, c'est à toi qu'il revient de présenter l'amendement pour la totalité du budget. Cela nous permettra de voir de quel soutien nous disposerons en vue de défendre le statut du prisonnier politique à la prochaine réunion du Congrès. C'est donc à cette occasion que nous nous sommes tous retrouvés, avec les vieux européenistes dont j'ai parlé. Beaucoup d'autres viendront par la suite, par exemple Gregorio Peces Barba ou Pablo Castellano. Un grand nombre d'avocats avec qui nous avons travaillé dans les tribunaux d'exception de la dictature, qui ont d'abord été des conseils de guerre puis des tribunaux d'ordre public. J'ai donc présenté un plaidoyer en faveur d'un amendement concernant la totalité du budget, et nous avons été sur le point de gagner. Cela a été toute une affaire. Nous avons atteint... Il y en a plus de mille qui ont voté ce jour-là... Le trésorier de l'Ordre des avocats m'a confié que c'était la première fois que quelqu'un avait étudié le budget. C'est à ce moment que j'ai décidé de m'inscrire comme avocat auprès de l'Ordre. Je me suis payé mon cabinet grâce à quelques rapports d'expert que j'avais réalisés, notamment un sur le vin et, plus tard, sur la culture du tabac en Espagne, un rapport grâce auquel les cultivateurs ont obtenu une importante hausse des prix. Une fois le cabinet financé, je l'ai ouvert avec mon confrère Agapito Ramos. Notre domaine était le droit du travail. Aujourd'hui nous dirions plutôt que nous sommes avocats en droits de l'homme. De façon générale, nous travaillions sur les questions relatives aux relations industrielles. Nous servions aussi de plateforme pour aider l'action syndicale. Par ailleurs, nous étions très actifs dans la défense des personnes inculpées pour raisons politiques par le tribunal d'exception, comme le tribunal d'ordre public, où j'ai eu l'honneur d'être... Je dis toujours que j'ai été défenseur et que j'ai aussi été accusé... mon avocat était un jeune du nom de Felipe González. Nous travaillions avec son cabinet de Séville. Je lui transférais les recours de la Cour suprême. Par ailleurs, j'ai été témoin de l'ordre public, un vrai et un faux témoin, mais enfin, cela faisait aussi partie de notre lutte. J'ai défendu dans quelques procès historiques, par exemple dans le procès 1001, le fameux procès des Commissions ouvrières, dont l'ouverture coïncide avec le jour où a été commis l'attentat qui a pulvérisé la voiture dans laquelle circulait le vice-président Carrero. Cet événement a été réellement dramatique. Quant à moi, à vrai dire... Moi qui avais montré au départ une préférence pour le travail universitaire, j'ai connu une étape fort enthousiasmante qui, en plus, m'a permis d'approfondir ma connaissance de la condition humaine et de me rendre compte de l'importance de la défense des droits de l'homme. D'ailleurs, par rapport à l'ensemble de ma vie politique, humaine et intellectuelle, ce dernier point reste pour moi un fondement essentiel.

4. Concomitance entre la transition à la démocratie et les négociations d'adhésion de l'Espagne aux Communautés européennes

[Cristina Blanco Sío-López] Vous avez décrit la transition vers la démocratie comme un exercice, un fait paradigmatique d'affirmation démocratique, plutôt que comme un calcul ou une analyse économique. Je voudrais donc vous demander, du point de vue de vos diverses expériences comme député au Congrès, puis comme ministre du gouvernement qui a signé l'adhésion de l'Espagne aux Communautés européennes: Comment voyez-vous la corrélation entre la transition vers la démocratie et l'intégration du pays dans les Communautés européennes?

[Enrique Barón Crespo] Eh bien, cela a fait partie du consensus initial. On a discuté de beaucoup de choses mais cela même n'a jamais été remis en question. Pendant le processus de transition, j'ai été élu aux premières élections du 15 juin 1977. À ce moment, une vague de liberté a déferlé sur le pays. Nous tenions les premières élections démocratiques depuis la Guerre civile. Nous travaillions sur le processus d'unification socialiste par l'union de forces diverses. De plus, nous menions activement le débat sur le processus de renouvellement et de renforcement du socialisme. Nous avons été capables, par exemple, de trouver des réponses innovantes pour des thèmes aussi importants que la vocation fédérative, qui a joué un rôle significatif dans la consolidation du socialisme en Catalogne, chose qui n'était pas arrivée avant la Guerre civile. En même temps, nous parvenions à mêler à ce processus une sorte de synthèse entre la dimension historique du socialisme en Espagne et une vague de rajeunissement, qui a contribué activement à ce que le socialisme apparaisse comme une force importante. Je dis cela car je me rappelle que, durant la campagne électorale de 1977, de nombreux professeurs et intellectuels qui venaient d'universités françaises, italiennes, même américaines et d'autres pays, en d'autres termes les observateurs des think tanks et des études et ceux qui, logiquement, étaient liés aux services de renseignement, toutes ces personnes nous disaient que ce processus allait donner un résultat comme en Italie ou en France: un grand parti communiste et une grande démocratie chrétienne. Or, les faits ont démenti ces prévisions. En revanche, ce qui est vrai, c'est que, grâce aux deux grandes forces qu'étaient l'UCD et le PSOE, la transition a non seulement installé la démocratie en Espagne mais elle nous a également permis de participer activement au processus européen, depuis le Conseil de l'Europe jusqu'à la Communauté. Ce fait figure parmi ceux qui n'ont jamais été contestés. Quant à moi, j'étendrais cela au Parti communiste. Peut-être a-t-on assisté à un silence éloquent de la part de l'Alliance populaire à cet égard, mais cela se comprend. C'est là, à mon avis, un des éléments qui ont caractérisé la participation espagnole depuis le début du processus européen. Je crois que, de toute évidence, notre pays affiche un record pour ce qui est de l'appui parlementaire obtenu à l'occasion des traités successifs. L'attitude des Cortès générales a consisté systématiquement à voter à l'unanimité ou parfois avec un minimum de voix en défaveur, comme cela a été le cas du traité de Lisbonne. Pour quelle raison? Parce que nous assimilions très clairement la construction de la démocratie en Espagne au retour de notre ancienne région géographique et d'une partie de notre histoire. J'en veux pour preuve le fait qu'il m'a incombé de mettre sur les rails un élément dont on parle peu: la loi de mesures urgentes de réforme fiscale. Cette loi a été la première à être soumise au Parlement, avant le lancement du processus constituant. Elle s'est avérée importante car elle nous a aidés non seulement à consolider la démocratie mais également à ouvrir un vaste processus de réforme fiscale. Nous élaborions la Constitution le jour et la réforme fiscale la nuit. De cette façon, nous formions la base pour arriver à un État fort, un État capable de redistribuer, encore une chose qui nous rapprochait de l'Europe. Par exemple, le débat constituant sur l'article 93 de la Constitution, celui qui permet l'intégration du droit communautaire dans le droit espagnol, n'a suscité aucune dissension ni controverse, comme cela a aussi été le cas pour l'adhésion de l'Espagne au Conseil de l'Europe ou les négociations entamées par l'UCD. C'est nous qui avons conclu ces négociations. J'ai eu l'honneur de faire partie du gouvernement – le premier gouvernement González – qui a conclu ces négociations.

[Cristina Blanco Sío-López] Dans le contexte de ces négociations d'adhésion de l'Espagne aux Communautés européennes, quelle a été l'influence de l'opposition européeniste présente en Espagne pendant le franquisme? Et quelle influence a été celle de l'opposition en exil et des émigrés espagnols en Europe?

[Enrique Barón Crespo] Ce sont deux phénomènes différents. J'ai eu l'occasion de le constater personnellement. L'exilé est une personne qui n'a pas quitté son pays de son plein gré et qui, normalement, vit dans l'espoir d'y retourner un jour. D'une certaine façon, il vit dans la nostalgie car, en quelque sorte, – j'ai vécu avec certains amis et collègues en Amérique latine ou en Europe – pour lui le temps s'est arrêté, n'est-ce pas? Parce que, bien sûr, la vie continue. Quant à l'émigré économique, il va à l'étranger pour mieux gagner sa vie, s'y installe ou finit par revenir au pays. Je

crois que, dans le cas de l'Europe, surtout avec la vague d'émigration des années 1960 – que j'ai eu l'occasion de connaître en Allemagne, en France et en Belgique, essentiellement –, il s'agissait de personnes cherchant à améliorer leurs conditions d'existence, à pouvoir s'acheter une maison et une voiture, avec à l'esprit un retour au pays. Évidemment, au fur et à mesure, les gens finissaient par perdre le goût de la vie rustique: ils voyaient que l'on pouvait vivre avec de meilleures conditions de travail et d'existence, que l'on pouvait traiter les personnes avec dignité, que l'on pouvait accéder aux prestations de base de l'État-providence propre à l'Europe. Tout cela a eu une influence positive en Espagne et a beaucoup aidé le pays. Pour ce qui est des exilés, et je pense par exemple à ma famille politique, aux personnes qui sont rentrées d'exil, certains ont participé activement à la transition, même à l'époque constituante. Quoique, si l'on considère, par exemple, les élus du 15 juin, je crois que nous avons seulement deux personnes qui avaient fait partie des Cortès républicaines. Il s'agissait de José Prat, sénateur, grand orateur et personne admirable, et de Manuel Díaz-Marta, un ingénieur qui, avec Indalecio Prieto, avait participé à l'ensemble du plan de travaux hydrauliques. Mais pour les autres, c'était la première fois que nous y étions confrontés, si l'on peut dire. Il y avait aussi les gens qui avaient vécu l'exil intérieur, par exemple Ramón Rubial, futur président du parti. C'était un homme admirable qui avait fait le tour de toutes les prisons franquistes avec deux condamnations à mort. Il y avait une chose merveilleuse qu'il disait toujours. Quand on lui posait des questions sur ses périodes de détention, il répondait: «Je n'aime pas en parler car je ne suis jamais allé en prison de mon plein gré.» Il y a certes eu un apport du côté des exilés. Il faut savoir que le processus de transition s'est caractérisé, à cause du temps écoulé, par une rupture générationnelle, et davantage dans le camp socialiste que dans le communiste. Je veux dire que, au moment de la transition, les personnes qui avaient participé à la Guerre civile et vécu l'expérience républicaine soit étaient décédées naturellement, que ce soit en Espagne ou en exil, soit avaient été fusillées. À cause de la loi de la vie, une rupture ou un fossé s'était ouvert devant ma génération, celle qui a fait la transition, surtout des personnes qui étudiaient à l'université ou commençaient à travailler vers la fin des années 1950 et le début des années 1960. Nous nous trouvions ainsi devant un vide.

[Cristina Blanco Sío-López] Changeons de sujet, si vous le voulez bien: quels ont été les apports et les influences de l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN par rapport aux négociations d'adhésion?

[Enrique Barón Crespo] L'entrée de l'Espagne dans l'OTAN s'est produite sous l'éphémère gouvernement Calvo-Sotelo. Ce thème n'a pas suscité un débat très étendu. Dans notre cas, au moment où nous finalisions les négociations d'adhésion avec la Communauté européenne de l'époque, le thème de l'OTAN n'était pas une condition expresse. Toutefois, il était évident que la dimension de la défense, surtout dans une Europe divisée à laquelle l'Espagne ajoutait une profondeur stratégique très importante, était un élément à prendre en compte et qui avait son poids dans les négociations. Ajoutons à cela un autre aspect important: du point de vue de l'histoire de l'Espagne, l'OTAN était un des éléments qui avait permis, de façon négative, selon un rapport de subordination, au régime franquiste de survivre. La croisade anticommuniste avait en effet très vite remplacé le processus de libération à la fin de la Seconde Guerre mondiale. En effet, les dirigeants de notre parti – je pense à des hommes clairvoyants tels que Negrín – avaient essayé de faire coïncider la libération de l'Espagne avec la phase finale de la Guerre mondiale. Néanmoins, très vite, le jeu d'équilibre des forces et le début de la Guerre froide ont mené à une intégration en subordination du régime franquiste par rapport aux États-Unis. Cette époque se caractérisait donc par un grand nombre d'éléments très compliqués tant dans notre mouvement que dans notre famille politique. Pour parler simplement, je dirais que nous avons assisté à un rejet assez généralisé d'une organisation qui avait toléré et intégré les régimes dictatoriaux turc, grec ou portugais, et qui apparaissait comme une entité, en quelque sorte, de lutte contre le communisme bien plus qu'une organisation de défense des libertés. Ajoutons à cela notre relation historique complexe avec les États-Unis, que j'ai définie comme une relation d'amour et de désamour, pour ne pas dire d'amour et de haine, une relation que nous devons aussi réexaminer. C'est ce qui a mené, en partie, à la formulation du «décatalogue» proposé par notre gouvernement, une position qui était de toute évidence une défense de la défense européenne, et

j'utilise cette redondance à dessein. Le «décatalogue» était un plaidoyer en faveur de la construction d'une défense européenne en exploitant la «belle au bois dormant» qu'était l'UEO à l'époque. C'était une option très claire à ce moment, qui d'ailleurs a davantage pris forme depuis lors. Concernant le référendum sur l'OTAN qui est venu ensuite, j'ai toujours dit que nous avions, d'une certaine manière, organisé ce référendum contre nous-mêmes. Ce que je veux dire, c'est qu'il ne s'agissait pas de faire approuver notre thèse par les gens qui pensaient comme nous, mais plutôt de réexaminer ce qui avait constitué notre position et notre culture, chose très difficile au demeurant... C'est pour cette raison que je dis que nous avons organisé ce référendum contre nous-mêmes. Les conservateurs en Espagne ont adopté à l'occasion une attitude incroyable, que même madame Thatcher et de nombreux autres conservateurs ont qualifiée de suicidaire. Avec le recul, je crois que c'est au niveau de l'armée que s'est mis en marche l'un des processus de changement les plus importants et les plus positifs en Espagne en rapport avec ce que nous appelions à l'époque les pouvoirs factices. Ce processus a surtout démarré lorsque la tentative de coup d'État du 23 février a été matée, un moment qu'on peut assimiler à la fin d'une époque. Le document télévisuel de cet événement a encouragé les gens à changer. À mon avis, ce domaine de l'armée est un des piliers de la société qui a le plus changé en bien.

[Cristina Blanco Sío-López] J'aimerais entendre votre témoignage sur les appuis et les réticences des États membres des Communautés européennes, par exemple le Plan Sud du SPD ou la grande réticence des Français, peut-être fondée en grande mesure sur le contexte électoral. Que pouvez-vous nous dire de ces réticences et de la façon dont elles ont affecté le processus de négociations?

[Enrique Barón Crespo] Il faut d'abord savoir qu'au moment du lancement de la transition, l'administration américaine y était fort réticente. Récemment, je lisais un livre en allemand appelé *Unser Jahrhundert*, composé de conversations entre Helmut Schmidt, le chancelier de l'époque, et Fritz Stern, un professeur juif d'origine allemande, auteur d'un très beau livre qui, je pense, se traduirait par *Une Allemagne, un pays, six régimes*. Dans ce livre, il y a une conversation fort étrange dans laquelle les interlocuteurs font une critique très acerbe et dure de l'attitude de l'administration américaine au commencement de la transition. On y dit notamment: «Henry s'est trompé.» Nul besoin de préciser le nom de famille. Quoi qu'il en soit, les États-Unis ont longtemps maintenu cette attitude, même jusqu'aux événements du 23 février. Ainsi, lorsque l'on demanda au général Haig, secrétaire d'État, son avis sur le coup d'État, il a répondu: «Cela, c'est un problème interne des Espagnols.» Cette réponse est suffisamment éloquente, n'est-ce pas? Une chose est sûre, surtout par rapport au Roi mais également à la transition: les pays qui ont favorisé le plus clairement le processus ont été l'Allemagne, avec Helmut Schmidt, et la France, avec Giscard d'Estaing. Chose curieuse, tant au Portugal qu'en Espagne, on a beaucoup critiqué Giscard et la France pour ne pas avoir été suffisamment favorables à l'adhésion rapide de l'Espagne et du Portugal à la Communauté de l'époque. La Communauté européenne était, il faut bien le dire, dans une situation de crise profonde, une situation qui a commencé à changer vers la fin des années 1970 grâce aux élections directes au Parlement européen, au serpent monétaire européen, à un renforcement général et à une nouvelle perspective. Quand on repense aux négociations, on se rend compte qu'il y avait effectivement une attitude favorable à l'intégration de l'Espagne. Je dirais même plus – je l'ai ressenti ainsi le jour même de mon arrivée au Parlement européen –, une sorte de mauvaise conscience pesait sur les démocrates européens. Ils estimaient avoir abandonné la République, ne pas avoir aidé les Espagnols, qui ont été les premières victimes d'une guerre civile impitoyable, de la montée du nazisme et du fascisme en Europe. Nous assistions donc à des sortes de retrouvailles. Par ailleurs, il faut savoir que la vie quotidienne était très dure alors. Il est évident qu'une attitude extrêmement positive a été adoptée par les Allemands en général, les sociaux-démocrates, bien sûr, mais aussi les démocrates-chrétiens et la famille politique qui y est apparentée. On peut dire cela du gouvernement Brandt, évidemment, mais également de celui de Schmidt puis de Kohl. Dans le cas de la France, c'est le gouvernement Mitterrand qui a été le plus clair dans son appui à l'Espagne. Je me souviens qu'à la veille de la victoire de Mitterrand, en avril 1981, nous avons réuni en Allemagne un groupe d'économistes, sociaux-démocrates et socialistes, parmi lesquels Jacques Delors. C'était une réunion palpitante car j'ai eu l'occasion d'y

raconter les événements du 23 février et ainsi de suite. C'est alors que Delors m'a dit ceci: «Écoute, Enrique, nous avons deux chances sur trois de remporter les élections en mai. Si j'entre au gouvernement, je ferai tout ce qui est possible pour faciliter l'entrée de l'Espagne dans la Communauté européenne.» Et les Français, tout comme les Allemands, ont tenu parole. La difficulté, c'est que chacun devait défendre ces positions dans son pays. En effet, deux grandes craintes avaient cours à ce moment, dont la première était celle d'une invasion ibérique: on pensait que si l'Espagne s'intégrait et qu'on ne prenait pas de mesures de défense, les Espagnols et les Portugais allaient émigrer massivement en Europe. L'autre crainte était celle de la concurrence déloyale qu'exerceraient les conditions de travail et d'existence de l'agriculture espagnole. Il y avait un dirigeant d'un grand syndicat agricole français, la FNCA, qui s'appelait Guillaume et que j'ai vu plus tard au Parlement européen. Cet homme n'a pas hésité à dire que les Espagnols étaient comme les Coréens, à quoi on se demandait: «Les Coréens du Sud ou du Nord?» Car cela n'était pas précisé. Et de dire: «Donc, ces gens vont faire partie...» Quel a été le résultat de ces craintes? Le résultat est que nous avons dû accepter une période transitoire de contrôle, d'une durée de sept ans, pour freiner l'éventuelle émigration de la main-d'œuvre. Chose étrange, un an après l'adhésion du pays, nous avons tous oublié jusqu'à l'existence de cette période. Car, en réalité, c'est le contraire qui s'est passé: nous comptons maintenant près de deux millions de citoyens communautaires avec qui nous partageons la citoyenneté européenne et qui vivent en Espagne. Et il ne s'agit pas que de retraités. Par ailleurs, la majorité des émigrés espagnols sont rentrés au pays. Dans le domaine de l'agriculture, nous avons traversé une période très dure, surtout à cause de certains comportements des agriculteurs français qui défendaient leurs intérêts en brûlant nos camions. Je l'ai vécu en tant que ministre des Transports et je dois reconnaître qu'il m'était difficile d'expliquer ce genre de comportements systématiques de la part de citoyens d'un pays ami. Par la suite, les choses se sont arrangées, mais il demeure que l'agriculture espagnole figure parmi les secteurs qui ont connu le plus de difficultés. Cela d'autant plus qu'elle ne pouvait compter sur des aides de préadhésion, chose qui a également fini par s'arranger. Il faut dire que notre gouvernement a dû mener un important processus de restructuration de l'industrie lourde, de la sidérurgie, de l'acier, de la construction navale... Nous avons dû mettre au rebut la moitié de nos capacités industrielles. Nous avons exagéré. Nous avons dû éliminer les excédents, tous les stocks que nous avions, les excédents de capacités agricoles, et cela sans aucune aide. En ce sens, nous avons dû consentir de gros efforts. Mais cela valait la peine. Je crois que la société espagnole a commencé à bien prendre conscience de la nécessité de faire un effort. Il faut également savoir que nous avons bénéficié d'une aide très solidaire. Parmi les personnes qui nous ont aidés, il y avait Michel Rocard, qui était alors ministre de l'Agriculture de la France. Les interventions de ces personnages ont facilité les négociations finales. Les efforts de réforme de la société espagnole ont également joué un rôle important. Pendant le processus de réforme fiscale, le gouvernement UCD n'a pas été en mesure d'introduire la TVA. C'est nous qui avons dû nous en charger. Je me rappelle de mon très cher ami Jaime García Añoveros, membre de l'UCD et ministre des Finances, qui me disait: «Mais enfin, quel est ce pouvoir occulte qui freine l'introduction de la TVA?» Au bout du compte, nous avons pu profiter d'une certaine circonstance pour introduire la TVA, malgré la vive résistance que l'on y opposait. Pour conclure sur ce point, la résistance à l'introduction de la TVA a en effet été très forte. Ce qui n'empêchait pas un appui généralisé en faveur de cette mesure. À la tête de la présidence italienne qui a conclu ces négociations, Andreotti a démontré son habileté. Je peux en évoquer le caractère anecdotique, lorsque j'ai été reçu par le représentant permanent danois, qui achevait les négociations. Évidemment, l'obstacle le plus difficile à vaincre concernait l'Europe bleue, la capacité, la puissance de la flotte espagnole et le fait que notre régime alimentaire comportait un apport de poisson, un apport quasi japonais par rapport aux Européens. Même si les choses ont un peu changé, ceux-ci pensaient en général que le poisson était un mets réservé au vendredi, n'est-ce pas? Apparemment, Andreotti était celui qui présidait ces négociations, qui restaient ouvertes pour certains thèmes comme l'Irish Box. L'affaire n'était pas terminée. Puis, à l'aube du troisième jour, au Charlemagne, à Bruxelles, il est allé à la fenêtre et, comme pour se parler à lui-même, il a dit: «Quand je pense que Jésus-Christ a commencé l'Église avec douze pêcheurs...». Tout cela faisait donc partie de la complexité des négociations, mais nous sommes finalement parvenus à entrer dans la Communauté

européenne.

[Cristina Blanco Sío-López] Vous évoquiez les difficultés relatives à la TVA. Quelle a été l'attitude des acteurs sociaux espagnols, par exemple la CEOE, les principaux syndicats, l'UGT, les Commissions ouvrières, par rapport à l'introduction de la TVA? Comment se sont mises en place les bases d'un système démocratique de négociations collectives? Quels ont été les changements et les adaptations au niveau des négociations?

[Enrique Barón Crespo] Au sujet de la CEOE, je me dois d'évoquer son premier président, Carlos Ferrer Salat, qui était avec moi dans la section espagnole du Comité d'action pour les États-Unis d'Europe, qui a été fondé par Jean Monnet. Carlos Ferrer était donc un grand européeniste. Par la suite, il a été président du Comité économique et social de la Communauté européenne, si mes souvenirs sont bons. En plus d'être un grand européeniste, Carlos a joué un rôle important auprès des entreprises, surtout catalanes. Hormis la question de la TVA, nous avons mené des négociations très complexes et très dures avec l'aristocratie ouvrière, surtout les gens qui avaient collaboré avec nous. Vers la fin des années 1970, j'avais beaucoup travaillé avec l'avant-garde syndicale dans le secteur de la construction navale. Alors forcément, au moment de l'instauration de la démocratie, quand j'ai dû expliquer un changement aux personnes avec qui j'avais travaillé pour accroître les capacités de production, en leur disant: «non, non, maintenant il faut réduire ces capacités», cela n'a pas du tout été facile. C'était difficile surtout parce qu'à ce moment tout était justement en train de se consolider. C'est-à-dire qu'il n'y avait pas le recul d'une société structurée avec des interlocuteurs déjà mûrs. Je crois que, de ce côté-là, l'effort fourni a été considérable. Quoi qu'il en soit, le thème européen n'a, à aucun moment, suscité d'attitudes conflictuelles de la part des dirigeants des diverses organisations. Il y a bien eu certaines résistances d'arrière-garde, des attitudes consistant à faire traîner les choses, à les arrêter en partie mais, de façon générale, je crois que nous avons profité de la vague. Nous avons été capables de surfer sur cette vague qui, finalement, n'aura pas provoqué un tsunami.

[Cristina Blanco Sío-López] Merci. Voyons un peu ce qui concerne la société espagnole en général. Dans vos écrits, vous avez évoqué un travail nécessaire de rééducation de cette société espagnole par rapport à l'européanisation.

[Enrique Barón Crespo] Le fait est que nous étions déjà mûrs quand nous avons instauré la démocratie. Le plan Marshall, par exemple, je l'ai étudié pour la première fois en Allemagne. Je me rappelle que, pour le budget de 1980, j'étais responsable budgétaire du Groupe socialiste. J'ai étudié avec soin le système allemand des fondations des partis politiques: la fondation Konrad Adenauer, la Friedrich Ebert, la Friedrich Naumann. Ces fondations disposaient d'un financement public qui dépendait du résultat électoral. À ce sujet, j'ai alors compris un argument qui m'a beaucoup impressionné. Cet argument était très simple: nous sommes arrivés à la démocratie, nous l'avons construite en étant mûrs, alors que nous avons été éduqués dans un système interdisant la critique, un système qui était l'antinomie de la démocratie. C'est pourquoi, mis à part les plans économiques ou la nécessité de moderniser les capacités de production, il fallait aussi aider les gens à s'éduquer. C'est l'argument que j'ai présenté auprès de l'UCD, de l'AP et du Parti communiste pour arriver à ce que les fondations des partis se basent sur un système similaire. Je suis conscient que cela n'a pas fonctionné de façon aussi concrète qu'en Allemagne, et j'ignore quelle est la situation actuelle, mais je continue à penser que nous avons tous – moi y compris – dû faire un effort de rééducation. La société devait être rééduquée, et il fallait l'encourager en ce sens. Bien sûr, pour les nouvelles générations, il faut agir dans des domaines tels que l'éducation civique, chose qui, paradoxalement, reste, disons, une pierre d'achoppement en Espagne, surtout pour certains qui n'ont jamais soutenu aucun type d'éducation ni de formation civique. Il n'en demeure pas moins qu'un travail important de rééducation a été accompli dans une société qui, curieusement, était très disposée et prête à fonctionner démocratiquement. Cette bonne disposition s'est manifestée non seulement au cours des trente années de démocratie que nous avons connues, mais également au travers du degré élevé de soutien envers la Constitution et le

système démocratique, un soutien bien supérieur à celui dont bénéficient, par exemple, les partis politiques, la presse ou les syndicats.

5. Étapes de son expérience au Parlement européen

[Cristina Blanco Sío-López] Si vous le voulez bien, passons à un thème qui a occupé une partie importante de votre vie: votre expérience au Parlement européen.

[Enrique Barón Crespo] D'accord.

[Cristina Blanco Sío-López] En commençant par votre expérience comme député européen et comme vice-président du Parlement européen, je voudrais vous demander quels ont été les principes, les initiatives et les projets les plus personnels que vous avez apportés au Parlement européen.

[Enrique Barón Crespo] En premier lieu, j'ai fait partie du gouvernement de Felipe González depuis la victoire électorale en octobre 1982 jusqu'en juillet 1985. Pour moi, cela a été un honneur. Lorsque le président González m'a libéré de cette responsabilité, je suis redevenu député et avais donc la possibilité de me consacrer à d'autres choses. Après ce que j'appellerais une petite cure de décompression, j'ai su très clairement ce que je voulais. Du point de vue politique et personnel, mon désir était d'intégrer le front européen. La possibilité qui se présentait à moi étant d'entrer au Parlement européen, je me suis adressé au président et secrétaire général du parti en lui disant: «Écoute, j'aimerais partir là-bas.» On m'a répondu que je devrais me charger de la délégation socialiste, mission qui me conviendra parfaitement. Ainsi, après l'été, je me suis préparé à intégrer cette institution européenne. Je me souviens de la première chose que j'ai faite avec les 36 députés de notre groupe (nous disposions à l'époque d'une large majorité parlementaire). J'ai demandé quelque chose au président de la société Banco Hispano Americano, Claudio Boada, un important homme d'affaires avec qui j'étais ami depuis longtemps (il avait parrainé la publication des Mémoires de Jean Monnet en espagnol). Ainsi, la première chose que j'ai faite le jour où nous allions prendre l'avion à l'aéroport de Barajas, c'est de donner à chaque député un exemplaire des Mémoires en expliquant ceci: «Si vous souhaitez comprendre ce qu'est l'Europe et vers quoi vous vous dirigez, commencez par lire les Mémoires. D'accord?» Pour moi, cela est un souvenir important. Je crois en effet que, au-delà des lois, des institutions et autres, cela aide beaucoup de voir quels étaient les sentiments et les motivations de ceux qui sont à l'origine de tout cela. Nous avons donc fait notre entrée au Parlement européen au 1er janvier 1986. C'est à moi qu'il a incombé de prendre la parole en tant que premier député espagnol. Cela a été un moment très émouvant. Cette ambiance particulière n'est plus revenue par la suite, à l'occasion des autres adhésions. Notre impression était que l'on refermait un chapitre historique pour en ouvrir un autre. Après le discours, j'ai dit aux collègues que nous leurs étions très reconnaissants et que nous venions armés de courage pour travailler. Je dois dire que nous avons été accueillis à bras ouverts. J'ai donc commencé à travailler... sur les budgets. Ma vie politique a toujours commencé par les budgets. Je crois que le travail budgétaire est la meilleure des écoles. Je cite souvent un politicien mexicain, le Tlacluache, des années 1930, qui disait cette chose très sensée: «Celui qui vit hors du budget vit dans l'erreur.» Je trouve qu'en politique tout le monde devrait faire une sorte d'apprentissage, et ce «catéchisme politique» devrait se faire à la commission des budgets. Ma première tâche a consisté à être corapporteur d'un rapport sur l'application de l'Acte unique européen. Celui-ci venait d'être approuvé, et j'ai été corapporteur avec Von Wogau, un député allemand du parti démocrate-chrétien CDU. Comme les rapports du Parlement européen portent le nom des rapporteurs, celui-ci a été appelé rapport Barón-Von Wogau. Pour la petite histoire, beaucoup de gens pensaient que l'auteur du rapport était un noble allemand. Bref, ce premier rapport que nous avons réalisé a eu un impact assez important car il a entraîné un renforcement du processus de réforme qui commençait avec la Commission Delors. Tout de suite après (je parle de 1986 et 1987), j'ai été confronté au fait que la commission des budgets envisageait de négocier ce qui sera le paquet

approuvé lors du sommet de Bruxelles de 1987 concernant le premier doublement des fonds structurels. Il faut se rappeler d'une chose: lorsque nous sommes entrés dans la Communauté, non seulement nous n'avons pas reçu beaucoup d'aides mais, en plus, nous avons dû assumer en partie la charge du passé d'une Communauté dont le budget devait s'équilibrer de soi-même. Ainsi, on nous a un peu mis au courant des difficultés passées en nous expliquant qu'il y avait un déficit de dix milliards d'écus (l'unité de compte à l'époque) et que chaque pays devait apporter une contribution pour résorber ce déficit, à quoi nous avons répondu: «Voyons, nous adhérons à la Communauté pour que vous nous aidiez, entre autres choses, et maintenant vous nous demandez de payer pour couvrir une partie des frais que vous avez encourus auparavant. Ce n'est pas juste.» Dans une certaine opération de la Commission Delors, un rôle très important a été joué par le tandem Kohl-González, deux hommes qui s'entendaient à merveille. Ils ne parlaient pas la même langue, mais l'entente qui régnait entre eux était très constructive. Par la suite, d'autres personnages ont joué un rôle important dans ce domaine, le Néerlandais Lubbers, par exemple. Nous avons ainsi obtenu le doublement du budget en 1987, puis un nouveau doublement, avec la cohésion, en 1993 à Édimbourg. L'année suivante, une proposition que je ne pouvais refuser m'a été faite par le président du Groupe socialiste du Parlement européen, l'Allemand Rudi Arndt, un grand homme et un grand ami. M. Arndt m'a proposé d'être candidat à la future présidence du Parlement, après le départ de Pierre Pflimlin, l'éternel maire de Strasbourg. Et j'ai accepté. J'en ai parlé au parti, qui m'a soutenu en me disant de me lancer si je m'en sentais la force. C'était la première fois que je me portais candidat à la présidence du Parlement. Le Groupe socialiste – qui était le premier, à l'époque – était face à une coalition tacite entre libéraux et démocrates-chrétiens, avec un appui des nationalistes (Front national), qui formait une sorte de cordon sanitaire l'empêchant d'accéder à la présidence. Cette situation a toutefois changé avec le socialiste néerlandais Piet Dankert, un de mes prédécesseurs. Ainsi, je me suis lancé. C'était en 1987. Je suis resté à trois voix d'un lord britannique, Sir Henry Plumb, un homme très agréable qui était aussi mon ami. Il faut dire que nous étions nés le même jour et portions le même prénom. Il me disait toujours qu'il était un peu plus âgé que moi. Il est encore très actif. Il avait l'habitude de dire: «Je suis le chevalier blanc opposé au baron rouge.» J'ai alors été élu vice-président pour une durée d'un an et demi. Cela m'a aidé, non seulement à faire campagne mais aussi à me familiariser avec le Parlement. La vice-présidence m'a permis d'apprendre tous les mécanismes internes de cette organisation très complexe. Quoique, à l'époque, elle l'était beaucoup moins. Je dirais que, cela mis à part, nous étions à un moment, si l'on s'en souvient, où des progrès étaient en cours, surtout concernant la définition et la structuration de l'union monétaire. Les thèmes budgétaires et monétaires étaient prédominants. L'orientation suivie était plus ou moins la ligne fixée par Jacques Delors. Il s'agissait d'achever la définition du marché commun au travers du marché intérieur et d'un horizon appelé «Perspective Europe 1992». Ce marché intérieur était défini dans un paquet de 300 directives et allait nous mener, à la fin du siècle, à la monnaie unique et à l'union économique, après quoi il allait falloir parler de l'union économique. Telle était la situation jusqu'en 1989, année de mon élection.

[Cristina Blanco Sío-López] Quelles sont les personnalités européennes qui ont le plus marqué votre parcours? Lesquelles ont été les plus déterminantes?

[Enrique Barón Crespo] De toute évidence, je m'identifiais beaucoup à ce que représentaient Felipe González et son équipe. Je pense à Paco Fernández Ordóñez et Manuel Marín ou à ceux qui assumaient des responsabilités européennes avec une équipe de diplomates et de fonctionnaires très compétents, dont certains sont passés à la Commission et au Parlement. Je crois que, du côté espagnol, nous disposions d'une bonne équipe. De plus, une excellente entente régnait entre nous. Par ailleurs, il y avait à l'époque quelques très grandes pointures européennes, comme Kohl ou Mitterrand. Bettino Craxi a aussi joué un rôle très significatif pour l'Europe, même s'il est devenu l'un des personnages condamnés, si l'on peut dire. Bettino Craxi a été l'artisan du progrès au Conseil européen de Milan. C'est lui qui, le premier, a forcé un vote contre Mme Thatcher, qui l'a mise en minorité lors du premier vote au Conseil européen. Bien sûr, c'était un personnage polémique et contradictoire, mais du point de vue européen, il a joué un rôle important. Cela doit être reconnu. La

fin de la première République en Italie est une question différente mais, à mon avis, elle a eu son influence. Il faut savoir qu'à l'époque la majeure partie des démocrates-chrétiens européens avaient toujours été en tête, avec des personnages comme Andreotti – que j'ai déjà mentionné – ou Cossiga, qui était président de la République. De leur côté, les Belges ont toujours été des européanistes convaincus. Je dis toujours que les Belges s'en sortent mieux en Europe que dans leur propre pays. Pour ce qui est de l'Europe, ils n'ont aucun problème. On voit cela maintenant avec Van Rompuy, mais cela a été le cas de Tindemans, Eyskens, Martens, Spitaels, une série de personnages dont certains ont, par la suite, été politiquement massacrés, comme Willy Claes, également une personnalité très importante. Cela a aussi été le cas des Néerlandais. J'ai parlé de Lubbers, mais Wim Kok, qui sera plus tard Premier ministre, a également joué un rôle important. C'est étrange car, s'il faut parler de gens qui se sont montrés à la hauteur des événements, je ne pense pas nécessairement aux personnages historiques, mais à ceux qui se sont assis au Conseil européen de Maastricht, non seulement Kohl et Genscher, mais aussi à tous les autres, que j'ai déjà cités pour la plupart. Il y avait aussi Soares, un de mes grands amis, mais je dirais que même Major a su se montrer à la hauteur des circonstances. À mon sens, toutes ces personnalités mériteraient le prix ex aequo de ceux qui se sont montrés à la hauteur. Quoi qu'il en soit, avant d'arriver à ce moment, voyons comment a débuté l'année 1989.

[Cristina Blanco Sío-López] Que pensez-vous que sera le rôle du futur Parlement européen dans notre monde globalisé? À votre avis, comment doit-il évoluer?

[Enrique Barón Crespo] Pour ce qui est des pouvoirs du Parlement, les gens commencent à se rendre compte de l'évolution de la situation. Ils disent ceci: «Le Parlement est l'institution qui gagne le plus dans cette législature. Et cela a été le cas lors de toutes les dernières législatures.» Je pense qu'il incombe au Parlement d'exercer ses pouvoirs avec efficacité et responsabilité. À mon avis, c'est là que se situe le gros effort à accomplir. Si l'on me dit ce qu'il manque le plus au Parlement et à la démocratie européenne, je dirais – et je sais que c'est un sujet... enfin un grand défi – que c'est l'application de ce fameux principe d'«aucune imposition sans représentation». En d'autres termes, le Parlement doit s'occuper non seulement de l'état des dépenses mais également, de façon responsable, de l'état des recettes.

[Cristina Blanco Sío-López] En effet, et j'avais justement une question à ce sujet. Nous arrivons à un point d'inflexion historique: 1989, la chute du mur de Berlin et la fin de la guerre froide. Comment avez-vous vécu personnellement, en tant que président du Parlement européen, cet événement clé, et comment a-t-il été vécu par l'institution, par le Parlement européen?

[Enrique Barón Crespo] J'ai été élu le 25 juillet 1989. Je m'en souviens non seulement en raison de l'émotion du moment mais aussi parce que c'était la Saint-Jacques. Pour moi, c'est donc une date facile à retenir. Il faut se situer dans le contexte de 1989. On assistait alors à une série de mouvements telluriques de fond, pourrais-je dire, précurseurs de ce qui allait se passer. Nous savions que des choses se passaient mais nous n'en mesurions pas la portée. Au printemps, il y avait eu, par exemple, Tianan men en Chine; en Pologne, Solidarność avait remporté une victoire écrasante aux élections. En été, des mouvements importants ont commencé à apparaître en Europe centrale, à l'initiative d'Allemands de l'Est qui ont occupé les ambassades en Pologne, en Tchécoslovaquie... Je dirais que, d'une certaine façon, en Hongrie, le gouvernement de Gyula Horn a ouvert la porte. Puis surtout il y a l'évolution de la situation en Union soviétique, avec Gorbatchev qui lançait sa politique de perestroïka et de glasnost, c'est-à-dire de restructuration et de transparence. Ce changement a été introduit au sein d'un système complètement ankylosé politiquement et économiquement. Gorbatchev y a évidemment joué un rôle fondamental. Je me rappelle, par exemple, qu'il y a eu en octobre cette fameuse confrontation à Berlin, où Gorbatchev a dit à Honecker que ceux qui n'ont pas compris les leçons de l'histoire sont condamnés. Je parle donc du moment où je venais d'être élu président. C'était une époque où beaucoup de choses se passaient dans le monde. J'ai évoqué la Chine mais, par exemple,

une révolution avait éclaté dans les Philippines. Au Chili, le référendum nous a permis d'aider activement la population défavorable à Pinochet. Nous avons aidé la population à surmonter les obstacles à l'exercice du droit de vote. Au Nicaragua la guerre civile touchait à sa fin, en Amérique centrale, la stabilisation se mettait en place, et en Afrique du Sud il était mis un terme à l'apartheid. Pour moi, 1989 a été l'annus mirabilis de la démocratie, même de la mondialisation de la démocratie. Aujourd'hui, lorsque nous voyons ce qui se passe dans le monde arabe, nous nous rendons compte de la valeur immense attachée au fait que l'ensemble de l'humanité bénéficie de la démocratie et des droits de l'homme, au fait que ceux-ci ne puissent pas être le privilège de quelques pays capitalistes ou développés. Cela dit, le 9 novembre 1989, il s'est produit un événement qui nous a tous surpris. Mon épouse et moi-même étions occupés à nous apprêter à l'Hotel Plaza, à Rome. Nous nous préparions à aller dîner à Villa Madama, un splendide palais orné de fresques de Raphaël où nous attendait la présidence italienne. En effet, nous étions en visite officielle. C'est alors qu'un journaliste italien m'a appelé par téléphone dans notre chambre d'hôtel. Il m'a posé cette question: «Monsieur le Président, le mur de Berlin est tombé. Qu'en pensez-vous? Avez-vous une déclaration à faire?» À quoi je lui ai répondu: «Vous voulez dire qu'il est tombé au sens propre ou au figuré?» Car, bien sûr, je n'arrivais pas à croire à cette nouvelle. Et le journaliste d'ajouter: «En fait, je l'ignore.» J'ai alors conclu l'appel sur ces mots: «Rappelez-moi dans une demi-heure, je vais tâcher de me renseigner.» Pendant le dîner, avec Cossiga, De Michelis, et Andreotti, nous nous demandions tous ce qui s'était passé. En effet, nous pensions que la chute du mur de Berlin ne se produirait pas avant cinq, dix ou vingt ans. Si cet événement s'est produit de cette manière, comme nous l'apprendrons plus tard, c'est parce qu'un des bureaucrates, en réponse aux questions d'un journaliste – étrangement, un journaliste italo-argentin –, s'est trompé en lisant l'ordre et a dit que l'on pouvait passer librement, sans visa, «par le point de contrôle de la Friedrichstraße», qui était le métro de la Friedrichstraße. Les gens ont alors commencé à s'agglutiner à la Friedrichstraße, et le sergent de police est-allemand qui était de garde, au lieu de tirer sur ces gens qui voulaient forcer le passage, leur a ouvert le passage. C'est ainsi que les choses sont arrivées, mais il faut dire que la situation était mûre pour qu'elles arrivent. Cet événement a suscité diverses réactions positives le lendemain, notamment de la part du président Bush – je parle de Bush père – et de Felipe González. Quant à moi, j'ai tout de suite émis une déclaration positive. J'ai aussi invité Kohl et Mitterrand (nous étions sous la présidence française) à venir, dans les deux semaines, s'exprimer conjointement au Parlement. Cette audition s'est avérée très intéressante pour plusieurs raisons. Premier élément encourageant, ils ont tous deux accepté mon invitation, malgré la grande tension qui régnait entre eux en raison de la différence de perspective française et allemande sur les événements. Deuxièmement, dans leurs discours, ces deux personnalités jugeaient positivement ces événements tout en exprimant des nuances importantes et des questions concernant le rôle futur de l'Allemagne, voire la survie du processus de construction européenne. La France craignait la rupture d'un certain équilibre entre les deux pays, puis la possibilité ou le risque d'une neutralité de l'Allemagne, qui supposerait la fin de la construction européenne telle que nous la vivions. Ensuite, chose étrange, dans un Parlement qui était encore formé, dans sa majorité – pas dans le cas des Espagnols –, de personnes qui avaient vécu directement la Guerre mondiale, il s'est formé une attitude positive qui s'est traduite par la première résolution sur la création d'une commission temporaire. Cette réaction positive a été immédiate. La seule voix dissidente, critique et outrée a été celle d'un ancien SS, élu comme républicain, un certain Schmidhuber. Je dois dire que cela a été un moment très... Non, ce n'était pas Schmidhuber! Le nom de cet homme était Schönhuber! Schmidhuber était un commissaire allemand, je préfère rectifier cette confusion, sinon... Quoi qu'il en soit, nous avons très vite pris la mesure de la situation. Un mois plus tard, lors du sommet de Strasbourg, j'ai présenté un décalogue – je dis toujours que, depuis Moïse, le décalogue est la meilleure manière de présenter un programme politique – dans lequel se trouvait déjà l'embryon de tout ce qui allait se passer. Je veux parler des éléments suivants: l'appui aux processus démocratiques des pays d'Europe centrale et orientale, et le fait d'ouvrir la porte à ceux-ci en vue d'une intégration; l'abandon du processus en deux phases – l'une monétaire et économique et l'autre politique – et le début de la synchronisation de ces deux processus, du fait de l'évolution historique; le fait que tout cela impliquait, outre la monnaie, un drapeau européen auquel nous tenons beaucoup; la nécessité de

renforcer la citoyenneté; le fait que nous ayons atteints «l'âge de la majorité» en termes de politique globale et, surtout, de politique extérieure; et la nécessité de profiter des circonstances pour renforcer notre système démocratique. Le Parlement, bien sûr, voulait faire partie de tout cela. Nous en sommes très vite arrivés, déjà sous la présidence irlandaise, au premier semestre de 1990, à envisager ceci: «Il faut renforcer la démocratie, la politique extérieure et aller plus loin que la politique de consolidation de l'union économique et monétaire.» Pendant ce temps, au Parlement, nous travaillions notamment sur une proposition que j'avais soumise. Je voulais que, pour la première fois, le Parlement puisse non seulement ratifier les projets mais également en discuter, en débattre... bref y intervenir. C'est pourquoi, sur ma proposition, nous avons organisé la Conférence interinstitutionnelle préparatoire, qui a été l'antécédent le plus proche de la Convention. Nous étions 12 députés. Plus exactement, 12 députés de 12 États ainsi que le président du Conseil, celui du Parlement et celui de la Commission. Cette conférence nous a permis d'examiner les thèmes les plus marquants. La délégation du Parlement comptait des personnalités très compétentes comme Giscard d'Estaing, Marcelino Oreja ou Robert Herrmann. Nous formions une excellente équipe. Avec l'élan donné par l'attitude positive de Mitterrand, González et d'autres, nous avons lancé les premières assises des parlements nationaux avec le Parlement européen. Ces assises de Rome, qui se sont tenues en octobre 1990, si mon souvenir est exact, ont débouché sur une proposition conjointe dont le rapporteur était Nothomb, le président de la chambre des représentants de la Belgique. Ce résultat n'est donc pas dû uniquement au Parlement européen. Il faut aussi rendre hommage aux chambres italiennes, qui nous ont accueillis, ou au parlement allemand (le Bundestag), aux Belges, aux Néerlandais, ainsi qu'aux Français, avec Fabius qui, dans sa bonne époque, était président de l'Assemblée nationale. Au vu, par exemple de la résolution approuvée à Rome, on se rend compte que notre approche contenait déjà, en quelque sorte, les grandes lignes de ce qui deviendra Maastricht. C'est cela qui nous a donné une grande force et nous a permis, dirais-je, d'approuver une liste restreinte qui suppose l'imbrication, l'incorporation très claire de la dimension parlementaire et démocratique dans la future Union. Cette liste restreinte contenait, en premier lieu, la reconnaissance de la citoyenneté européenne. Cette notion inscrite dans le «traité Spinelli» avait été approuvée par le Parlement européen et défendue par le rapport Adonino. Pour nous, c'était une valeur fondamentale, et Felipe González nous a beaucoup aidés à finaliser l'opération au Conseil. En deuxième lieu, cette liste nous a permis de participer à l'investiture du président de la Commission. À ce sujet, ce qui était particulier, c'était que lors des conclaves précédents, celui de Noordwijk, par exemple, certains ministres des Affaires étrangères m'avaient posé cette question: «Au fait, pourquoi voulez-vous que le président de la Commission soit élu pour cinq ans?» À quoi je répondais: Eh bien, c'est élémentaire: nous, qui sommes élus pour cinq ans, nous voulons participer. Je me rappelle de Genscher, qui nous a beaucoup aidés. Je peux en dire autant de De Michelis, de Paco Ordóñez et de Roland Dumas. Genscher disait souvent: «Écoutez donc le président du Parlement!» À certains moments, j'ai même dû brandir la menace d'une abstention de notre vote. Quoi qu'il en soit, nous avons réussi à établir un lien avec la présidence. Le troisième grand élément de cette liste était la codécision. Grâce à ce principe, d'une part, nous allions pouvoir être consultés ou coopérer et, d'autre part, la procédure qui existait en matière budgétaire allait pouvoir s'étendre à toute la législation. C'est l'adoption du principe de codécision qui a supposé l'âge de la majorité pour le Parlement. Un autre élément, simple mais important, a été la reconnaissance des partis politiques européens, que j'ai proposée puis négociée avec Lubbers. Comme pour la codécision, cette évolution aura été convenue avant Maastricht par téléphone. J'ai fait cela au nom des trois familles traditionnelles européennes. J'avais envoyé une lettre au Conseil après avoir organisé chez moi une réunion et un dîner avec les trois présidents de ces trois familles politiques: Martens, pour l'Union démocrate chrétienne – le PP n'existait pas encore –; Spitaels, pour l'Union des partis socialistes européens; et Willy De Clercq, pour les libéraux. Chose curieuse, il s'agissait de trois Belges. Ces trois personnalités ayant signé cette lettre, je l'ai présentée au Conseil. Nous avons ainsi obtenu la reconnaissance des partis politiques européens. Hormis cela et la citoyenneté, il y avait encore beaucoup d'autres choses. Je pense, par exemple, à l'union monétaire. Nous nous sommes concentrés sur ce thème et avons réussi à ce qu'il entre dans le traité de Maastricht. Le discours du Conseil européen qui a eu lieu dans cette ville, je l'ai écrit de ma main en arrivant à ce qu'il survive

aux bons conseils de mon cabinet... C'est un souvenir merveilleux: je me rappelle de cette matinée glaciale de décembre à Maastricht, de mon émotion en prononçant mon allocution initiale et du moment où presque tout le Conseil européen m'a applaudi quand j'ai eu fini d'exposer ce que je lui demandais de faire. Dans ma vie, cela a été un grand moment chargé d'émotion.

6. L'élargissement de l'Union européenne vers l'Est et la réunification du continent après la Guerre froide

[Cristina Blanco Sío-López] Merci beaucoup. À cet égard, après tous les événements que vous venez d'évoquer, comment pensez-vous que l'approfondissement et l'élargissement européens se sont articulés de façon harmonieuse? Au Parlement, comment a-t-on vécu la mise en œuvre de la réunification allemande, l'idée d'un possible élargissement, d'une adhésion éventuelle des pays d'Europe centrale et orientale?

[Enrique Barón Crespo] Tout s'est mis en place de façon plus qu'harmonieuse: je dirais que nous avons été capables de survoler, de maîtriser un tsunami. De fait, les événements de 1989 ont eu une dimension historique que nous vivons encore aujourd'hui. Pour preuve, après la réponse que nous avons offerte, c.-à-d. le traité de Maastricht, il a fallu réaliser un nouveau traité tous les quatre ans pour s'adapter au cours de l'histoire. À ce sujet, j'ai cité dans un de mes livres une phrase de Vaclav Havel que je trouve merveilleuse: «Le monde et l'histoire ne sont pas là pour offrir des satisfactions ou des réponses à l'être humain, car ils ont leur propre logique». Ce que l'être humain – et les dirigeants – doivent faire, c'est s'adapter au cours de l'histoire ou lui offrir une réponse... La première chose qui est arrivée, c'est que l'ordre, pour ainsi dire, ou le statu quo qui existait en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale a changé radicalement. Et les premiers à s'en rendre compte étaient ceux qui avaient survécu, en quelque sorte, au milieu de ce monde marqué par l'antagonisme et la division. La preuve en est que le premier élargissement ne s'est pas fait en faveur de l'Europe centrale et orientale mais plutôt de pays comme la Suède, l'Autriche ou la Finlande. Ce n'était pas le cas de la Norvège, qui a refusé d'entrer pour la seconde fois. Et cela, il faut bien le dire, c'est un fait assez étrange! Ce pays a tenu un référendum qui, pour la deuxième fois, a donné un résultat négatif. Pour en revenir à ce que je disais, le premier élargissement a concerné des pays qui, en raison de dispositifs de non-alignement et de neutralité qui leur étaient propres, ont survécu à cette situation. Ces pays ont été les premiers à se rendre compte que le monde avait changé et ont donc répondu immédiatement aux propositions d'adhésion. Pour eux, l'adhésion n'a posé aucun problème car ils avaient une démocratie déjà bien établie et, en plus, un niveau élevé de développement. Ensuite est venue la grande vague de dix pays. Ce qui me frappe toujours, c'est ce que l'on en dit encore aujourd'hui: «C'était l'occasion de le faire.» À mon avis, ce n'est pas une question d'occasion. En tant qu'Européens, ils avaient des droits. Après avoir été mis au pain sec et à l'eau pendant plus de quarante ans, ils avaient droit à l'Europe, ou plutôt ils avaient envie d'Europe. Moi, évidemment, j'ai été rapporteur de [...], enfin, après avoir été président de la commission des affaires étrangères, il y a une partie à laquelle j'ai renoncé car, en plus de Maastricht et de la fin de la guerre froide, il m'a été donné de vivre l'implosion de l'ancienne Yougoslavie. Je me souviens du président Santer, sous la présidence luxembourgeoise, qui me disait, au premier semestre de 1990: «Lorsque vous ferez votre intervention initiale, parlez du problème de la Yougoslavie, car la situation va de mal en pis là-bas.» Nous étions confrontés à l'implosion de la Yougoslavie, une situation qui, assez curieusement, était un retour au passé européen du XIXe siècle: un affrontement brutal de nationalismes aveugles. Je me souviens des efforts fournis, des invitations lancées aux présidents des parlements des républiques, et ainsi de suite. Il faut bien le dire, qu'y a-t-il de plus catastrophique, de plus désastreux qu'une telle attitude d'affrontement et de nationalisme aveugle? Pour en revenir à la situation en Europe centrale et orientale, en premier lieu, conformément aux traités mais aussi du point de vue historique, ces pays avaient le droit de mettre la question sur le tapis. Ils avaient le droit de demander à faire partie de la Communauté puisqu'ils étaient des Européens comme nous. De plus, les deux Guerres mondiales

avaient commencé dans cette zone de l'Europe. C'est pourquoi je trouve injustes certains commentaires sur cette question. Dans le cas des républiques baltes, ce que l'on appelle maintenant la fenêtre d'opportunité était unique car, si l'Union soviétique avait fonctionné, cette situation n'aurait pas été possible. Je crois qu'on peut dire qu'il s'est produit un saut historique. Concernant le fameux thème de l'élargissement-approfondissement, il y a une tension qui a été ouverte et qui l'a été tout au long de l'histoire. Toutefois, si l'on peut y donner une réponse, chaque élargissement du processus européen a été créatif en ce sens qu'il n'a pas fait empirer les choses mais a plutôt posé de nouveaux défis qui, au final, se sont avérés enrichissants. J'ai généralement été favorable aux élargissements mais, à mon avis, nous sommes presque arrivés à la limite. Il y a le thème des Balkans, que nous devrions être capables de résoudre en tenant compte de sa complexité. La grande question en suspens est peut-être l'adhésion de la Turquie. J'y suis favorable mais je n'ignore pas les résistances suscitées par cette question dans certains pays et surtout parmi les familles politiques conservatrices européennes. Cela mis à part, l'Islande, la Norvège ou la Suisse sont quasiment intégrées. Sauf pour la dimension politique, je crois que cette adhésion ne poserait pas de problème particulier. Pour ce qui est de l'horizon politique prévisible, en partant du principe de Jean Monnet selon lequel «ce que nous construisons est une phase intermédiaire dans la création d'une démocratie d'avenir dans le monde», je dirais qu'à chaque jour suffit sa peine. Les adhésions suivantes seront l'affaire de nos successeurs.

[Cristina Blanco Sío-López] Vous avez évoqué ces essais, l'idée d'une amélioration de l'histoire, la «révolution de rectification», si l'on veut, dont parlait Habermas. Pensez-vous que cela s'est concrétisé dans les processus que nous venons de voir?

[Enrique Barón Crespo] Pour le début, on peut considérer la lettre ou plutôt la note de réflexion rédigée par Jean Monnet à Alger en 1943, note où il dit: «Il faut en premier lieu dépasser l'affrontement nationaliste et trouver le moyen de vivre en démocratie et de tous nous entendre.» La grande vertu, le grand principe du processus de construction européenne depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, c'est ce processus d'amélioration de l'histoire. La preuve en est que, dans la première moitié du XXe siècle, les deux guerres civiles européennes sont devenues deux grands conflits qui ont mené l'Europe au bord de la disparition. Je crois donc qu'il s'agit bel et bien – heureusement – d'un processus d'amélioration, de rééducation et de rectification.

[Cristina Blanco Sío-López] D'accord. Et comment s'est articulée cette rectification? Nous évoquons parfois des axes, comme l'axe franco-allemand, l'idée d'un «noyau dur européen», la géométrie variable, y compris dans les élargissements, et cette approche de régates. Que pensez-vous de cette géométrie variable?

[Enrique Barón Crespo] Ah oui, le débat de la régate. Quand on me parle des deux vitesses, je dis toujours qu'en réalité nous avons commencé par avoir douze vitesses, puis quinze et vingt-sept, toujours sur un rythme régulier. Je trouve que l'image du galion convient davantage que celle de la régate, bien que celle-ci a été beaucoup employée – notamment par moi – lors du dernier élargissement. L'idée de la régate est que chacun a droit à la reconnaissance de son effort. Cet important principe de la régate vaut aussi pour l'Union: nous sommes tous égaux. Il est vrai que certains sont plus égaux que d'autres, mais ainsi va la vie. Tout le monde a le droit de s'intégrer. Je pense aux coopérations renforcées, de iure ou de facto, qui ont permis à tous les pays désireux de le faire de participer à Schengen ou à l'union monétaire, par exemple. Schengen a commencé comme une coopération au Conseil mais, quand le concept s'est communautarisé, c'est alors qu'il a acquis de la réalité et a commencé à se renforcer. Dans le cas de l'union monétaire, la question est plus claire: nous avons tous demandé à en faire partie. Nous étions douze quand nous avons lancé cette entreprise. Plusieurs prix Nobel, surtout des Américains, avaient prédit qu'elle ne fonctionnerait pas. Maintenant que l'union monétaire fonctionne, les mêmes voix préviennent qu'elle ne fonctionnera pas éternellement. Pour moi, elle fonctionne maintenant et c'est déjà très bien. Quoi qu'il en soit, le défi consiste à renforcer l'union économique et l'union politique, pas à veiller à leur fonctionnement. En

tout état de cause, il est vrai que nous avons commencé à douze et que nous sommes maintenant dix-sept. Ceux qui n'y participent pas ont le droit de le faire s'ils réunissent certaines conditions. Trois pays n'en font pas partie, dont le Royaume-Uni, qui maintient cette position et n'a pas organisé le référendum qui avait été annoncé, par exemple, par le gouvernement Blair. De toute évidence, le gouvernement Cameron ne fera pas non plus ce référendum. Soit dit en passant, le plus grand marché mondial en euros est à Londres, ce qui montre que nous travaillons aussi pour le Royaume-Uni, n'est-ce pas? Les deux autres pays hors de l'euro sont la Suède, où le gouvernement a perdu un référendum, et le Danemark, où l'exclusion du système faisait partie du référendum qui a permis d'approuver le traité de Maastricht. Soulignons cependant que les gouvernements successifs du Danemark ont déclaré vouloir mettre fin à cette exclusion. Enfin, il y a les pays qui veulent entrer dans la zone euro mais ne réunissent pas les conditions. Il me semble toutefois qu'ils sont sur la bonne voie. Venons-en au tandem franco-allemand, de toute évidence l'une des pierres angulaires de la construction européenne car, comme disait un historien allemand, c'est une «histoire de souvenirs». Du point de vue historique, il existe en effet une relation très étroite entre ces deux pays. Malgré leurs différences, l'histoire qui les unit est millénaire. Bien évidemment, il serait impensable que tout cela fonctionne s'il n'existait pas un grand degré d'entente entre la France et l'Allemagne. Cela ne signifie pas que les autres pays n'ont pas eu leur mot à dire. Les trois pays du Benelux, même s'ils sont en crise actuellement, ont joué un rôle absolument décisif. Il faut savoir que c'est le Hollandais Beyen qui a suggéré la création du marché commun. L'Italie a aussi joué un rôle important. À mon avis, la clé réside dans deux choses. Premièrement, il faut éviter les exclusions, sauf celles que décide lui-même le pays concerné et qui ne compromettent pas sa participation. Je crois que cela est fondamental. Deuxièmement, il faut établir le fait que tous les pays, malgré leurs différences, sont égaux et peuvent bénéficier de toutes les politiques. Selon moi, ce sont là des critères fondamentaux à respecter. Il y a un autre élément lié à cela: la méthode communautaire. Je pense que cette méthode constitue l'un des défis du moment. Je veux parler du traité de Maastricht et de l'avènement du Conseil européen comme institution opérationnelle. Il y a une chose que nous ne pouvons oublier: le Conseil européen se réunit chaque mois et prend les grandes décisions qui concernent l'Union. Je crois qu'il y a là une dérive qui voit se renforcer le pouvoir intergouvernemental au détriment de la consolidation de la méthode communautaire. Je ne dis pas pour autant qu'il faille faire un nouveau traité, mais nous devons être capables de renforcer et de défendre le rôle de la dimension communautaire, de la dimension fédérale de l'Union.

[Cristina Blanco Sío-López] Vous évoquiez l'adhésion des nouveaux pays. Quel impact l'entrée des nouveaux États membres a-t-elle eu sur l'Espagne?

[Enrique Barón Crespo] En réalité, l'Espagne a maintenu une position plus ouverte que certains autres pays. J'en veux pour preuve le fait qu'elle n'a pas imposé de limitation à l'immigration en provenance de ces pays. Ces dernières années, l'Espagne a compté [...]. J'ai été surpris d'apprendre, voici cinq ans, que 90 000 Litvaniens travaillaient dans le pays. L'Espagne compte aussi près d'un million de Roumains, même si certains repartent. Nous pouvons donc dire que l'Espagne a été très ouverte, surtout pendant les années de croissance et de prospérité. Le pays accroît ses relations économiques, commerciales et d'investissement. À mon sens, au début, son plus grand mérite a été de réussir la transition. À cet égard, les Espagnols sont encore en train de découvrir un nouveau monde. Je crois qu'ils ont encore des possibilités à saisir.

7. Son expérience du Parti Socialiste Européen

[Cristina Blanco Sío-López] Changeons de perspective, si vous le voulez bien. Quelle a été votre expérience en tant que président du Groupe socialiste du Parlement européen et quel a été, selon vous, l'apport majeur de la social-démocratie au projet de construction européenne? Toujours à cet égard, quelles ont été les relations entre ce Groupe socialiste et le PSOE en Espagne, et comment ces

relations ont-elles évolué?

[Enrique Barón Crespo] Voyons cela dans l'ordre. D'abord, j'ai été président du Groupe socialiste sans être candidat, parce que je travaillais en tant que député sur les thèmes qui m'intéressaient et sans chercher d'autres fonctions. La nuit des élections, lorsque le Groupe ne s'en est pas bien sorti, tous les regards se sont tournés vers moi. Il est des choses qu'on ne peut refuser. J'ai donc accepté cette responsabilité. Je dois dire que j'ai été énormément soutenu et encouragé dans ce moment difficile. Difficile car quand on perd la première place, même si l'on ne peut pas parler de revanche, ceux qui sortent victorieux – le PP en l'occurrence – ne se privent pas de vous rappeler que vous avez perdu cette place, n'est-ce pas? Enfin, cette épreuve a eu le mérite d'unir de façon très positive tout le processus des conventions, de la Charte des droits fondamentaux et de la Constitution européenne. Dans ces circonstances, nous avons réussi à nous unir, d'abord au sein de notre famille politique puis dans l'ensemble du Parlement. D'un point de vue personnel et par rapport à ma carrière politique, cette période a été très heureuse pour moi. Le côté particulier de tout cela, c'est que j'ai très tôt été président, d'abord du Parlement et puis du Groupe alors que normalement, ce genre de poste, la présidence du Parlement européen, correspond au faîte d'une carrière politique. Bien sûr, je ne l'avais pas vraiment choisi... on ne choisit jamais vraiment dans la vie. Lorsque des occasions se présentent, on les saisit ou parfois on les laisse passer. Je crois que, du point de vue européen, cette étape a été très constructive. J'en veux pour preuve le fait que nous avons concrétisé les deux conventions, puis le traité constitutionnel. Ce dernier, malheureusement, a coulé à pic, entre autres à cause d'un manque de solidarité au sein de ma famille politique. À mon sens, cet échec est dû en très grande partie au Parti socialiste français, surtout à certaines personnes qui pourtant, à d'autres moments, avaient montré une attitude européaniste. Toujours en rapport avec le Parti socialiste, j'ai fait le maximum pour obtenir le renforcement des partis politiques, en particulier le Parti socialiste. Nous avons réussi à établir une base juridique. En effet, il ne suffit pas de proclamer des principes dans un traité. Il faut aussi une base juridique qui permette la restructuration ainsi que le financement des partis politiques, chose que j'ai étendue aux fondations. Je dois avouer que je suis très satisfait de mes résultats. Pour ce qui est du PSOE, on y trouve une attitude générale d'appui et d'aide. En revanche, je crois que la plupart des gens montrent une attitude trop introvertie par rapport aux thèmes concrets de l'adhésion. Tu arrives, on t'appelle, on t'invite, tu parles à des gens qui te donnent une petite tape dans le dos et disent leur admiration pour le travail que tu accomplis mais, après tout cela, ces gens reviennent à la liste du groupement et aux luttes intestines. Enfin, ainsi va la vie.

8. La société de l'information, le processus de construction européenne et le développement d'une démocratie participative en Europe

[Cristina Blanco Sío-López] Pourrions-nous maintenant parler d'un aspect fondamental de l'institution du Parlement européen: le contact avec les citoyens. D'après vous, comment pourrait-on améliorer la communication avec le citoyen? Quel rôle jouent, par exemple, les nouvelles technologies dans l'information et la communication? Comment pourrait-on supprimer les barrières linguistiques et terminologiques dans le contexte de la relation avec le citoyen?

[Enrique Barón Crespo] Concernant les barrières linguistiques, je pense qu'il faut surtout éviter d'écrire les choses en «euro-espéranto». Contrairement à certains, je suis un fervent défenseur du droit des personnes à utiliser leur langue vernaculaire. Je crois que l'Europe doit rester multilingue et polyglotte, entre autres parce que le citoyen ne peut accepter que les lois le concernant soient élaborées dans une langue qui n'est pas la sienne. C'est aussi simple que cela. Lorsqu'on me fait ce genre de remarque: «Quand on voit tout ce qu'on dépense pour les interprètes et les traducteurs...!» Je réponds que c'est vrai. Mais ces frais sont minimes par rapport à ce que l'on dépense, dans l'histoire, pour fabriquer des bombes et des armes. Je trouve que les frais d'interprétation et de traduction sont un investissement intelligent. Cela dit, il faut défendre les différentes cultures, un principe consacré

par les traités. Quant à la communication avec les citoyens, je pense que certaines choses assez élémentaires peuvent être faites. Je vais faire une comparaison très éloquente. Dans le contexte des championnats européens de football, qui sont au nombre de cinq ou six, je n'ai jamais entendu personne se plaindre de ne pas comprendre le fonctionnement d'un championnat. Les gens connaissent très bien les procédures suivies et les règles appliquées. Ce qu'ils désirent le plus, c'est la victoire de l'équipe qu'ils soutiennent. De même, au niveau européen, je ne crois pas que les citoyens se lancent dans de grands débats ou polémiques pour savoir exactement quelles règles sont appliquées. Il faut bien un arbitre, c'est évident, mais l'important est qu'il soit juste s'il doit siffler un penalty... En principe, ce problème de contact avec le citoyen ne se pose pas. L'Europe intéresse le citoyen. Je crois qu'il faut, en premier lieu, changer une certaine éducation. Il ne s'agit pas de conquérir des choses pour les arracher à l'Union européenne ou à Bruxelles. Il est dangereux de jouer au nationalisme en tenant un discours du type: «Moi, on m'impose tout cela, mais j'ai le droit [...]». Non, il faut bien se dire que nous sommes tous les associés d'une même affaire, que nous nous sommes engagés et que nous devons faire progresser notre entreprise. D'ailleurs, l'alternative est très simple: c'est l'Union ou le désastre. Il faut aussi expliquer aux gens que les choses que fait l'Europe sont positives. À cet égard, une pratique attire beaucoup l'attention en Espagne: chaque fois que nous avons réalisé quelque chose grâce à des fonds européens, nous avons dépense un peu d'argent pour poser une pierre ou une plaque expliquant que ces fonds contribuaient à améliorer la situation du pays. Cette pratique est non seulement naturelle pour exprimer notre reconnaissance, elle contribue aussi à sensibiliser l'opinion publique. Je crois qu'il y a donc un effort d'éducation à accomplir, un effort qui s'oppose à l'histoire qu'on nous a enseignée pendant des siècles. Cet effort d'éducation doit soutenir ce que nous faisons, entre autres parce l'Europe nous donne du poids et nous offre des perspectives dans notre monde globalisé et très concurrentiel.

[Cristina Blanco Sío-López] Vous êtes président de la Fundación Europea de la Sociedad de la Información (Fondation européenne de la société de l'information). Comment pensez-vous que la révolution technologique – que nous vivons déjà depuis un certain temps – va modifier ce processus de construction européenne?

[Enrique Barón Crespo] Le fait est que ce processus se modifie déjà. Cela, c'est comme [...]. Moi, je trouve que parmi les meilleures choses que nous avons faites, il y a en premier lieu Erasmus. Ce programme a encouragé beaucoup de gens à sortir de leur pays. D'ailleurs, il y a même toute une génération de mariages Erasmus. Pour moi, tout ce qui a pour effet d'éliminer les barrières est positif. À la Fondation, nous nous adressons surtout aux personnes plutôt qu'aux machines. En effet, on parle toujours beaucoup des avancées, de la sortie de tel ou tel produit, mais il faut d'abord que tout cela serve aux personnes dans la société. Nous avons, à cet égard, une expérience très positive. Par exemple, l'une de nos productions à la Fondation, un véritable défi que nous relevons avec succès, est le manuel sur le traité de Lisbonne que j'ai réalisé. Le défi consiste à le faire dans le plus grand nombre possible de langues européennes. Nous en sommes déjà à sept ou huit. Cela est aussi une façon de construire l'Europe.

9. Principes d'un fédéralisme européen et le cas des Comunidades Autónomas espagnoles

[Cristina Blanco Sío-López] Parlons à présent du fédéralisme, un principe que vous avez toujours défendu, même étudié et analysé dans vos écrits sur le congrès de La Haye de 1948, etc., les États-Unis d'Europe,... Quelle a été l'influence de ce principe sur votre vie et votre carrière politique? De quelle façon avez-vous tenté de l'appliquer?

[Enrique Barón Crespo] Eh bien, pour commencer, je crois que ce que nous avons fait avec la Constitution de 1978 en Espagne est un fédéralisme à notre manière. Surtout si l'on vient d'un système «hypercentraliste», jacobin et ainsi de suite, comme l'était le franquisme, un régime entièrement

centralisé, sans troupes alliées... Quand j'étais au gouvernement espagnol, il m'a incombé notamment de décentraliser 50 % des dépenses et des fonctionnaires en une décennie. Cet effort, tous les Espagnols y ont contribué. Il s'ajoutait à la création d'une structure étatique composée de communautés autonomes. C'est un fédéralisme à notre manière. Je veux dire que le fédéralisme n'est pas une méthode toute faite à suivre à la lettre, ce n'est pas un jeu de Lego avec des instructions de montage. En réalité, cela ne se passe pas comme ça. Au final, je crois que, en soi, l'expérience espagnole est très positive. Toutefois, il manque au pays quelques éléments importants, dont un que nous ne sommes pas arrivés à mettre en place pendant la transition: un Sénat fédéral. Cela reste un thème à arranger. Quoi qu'il en soit, moi, qui étais parmi ceux qui, dans le cadre du débat constituant, ont présenté la proposition du parti socialiste de transformer l'Espagne en un État fédéral, je crois que, pour l'essentiel, nous sommes arrivés à nos fins. La preuve en est que le système fonctionne et que le pays fonctionne comme il n'avait jamais fonctionné. Par ailleurs, le fédéralisme comme la démocratie sont des systèmes perfectibles. Les seuls systèmes qui sont parfaits tant qu'ils durent sont les dictatures, puisque tout le monde doit être d'accord avec celui qui commande. En Europe, le sujet est complexe mais, de toute évidence, l'union monétaire est un système fédéral parfait. Le système de codécision et la double légitimité sont une source d'inspiration pour un système fédéral. En parlant de l'évolution récente et du développement du rôle du Conseil, je crois que nous devons rester attentifs parce que tous les systèmes démocratiques sont des systèmes qui fonctionnent par poids et contrepoids et qui sont en évolution. Ces systèmes ne sont pas parfaits. Cet aspect constitue un défi très important, surtout en raison du développement actuel de la dimension intergouvernementale.

[Cristina Blanco Sío-López] Vous venez d'évoquer les communautés autonomes. À votre avis, comment pourrait-on améliorer la relation entre les parlements nationaux, les parlements régionaux et le Parlement européen et, en général, l'articulation entre la dimension régionale, surtout en Espagne, et de la «dimension européenne»?

[Enrique Barón Crespo] D'abord, en utilisant les mécanismes établis par le traité de Lisbonne. Il n'y a en effet plus grand-chose à inventer puisque la concrétisation des principes de subsidiarité et de proportionnalité est déjà présente dans les traités. De plus, la participation à la gestation en amont est également un droit reconnu. Et ce droit devrait être exercé. Par ailleurs, la dimension régionale et municipale est également reconnue par le traité. Sur ce thème, je crois qu'il faut être clair. J'en ai débattu surtout avec les Allemands, qui sont des fédéralistes. L'Union européenne est une union d'États qui devient petit à petit une union de citoyens, et c'est une très bonne chose. Dans l'horizon historique prévisible, je ne vois pas venir le remplacement d'une union de 27, 29 ou 30 États par une union de 250 régions ou communautés autonomes, et je ne pense pas qu'une telle union fonctionnerait. En revanche, je vois que notre évolution actuelle favorisera dans tous les pays ce processus de fédéralisation dont nous sommes les pionniers. En d'autres termes, l'Espagne a beaucoup plus à enseigner à l'Europe qu'elle n'a à apprendre de l'Europe. Les Espagnols n'ont cependant pas tendance à parler en ces termes car ils ont, en quelque sorte, une passion pour l'autoflagellation, n'est-ce pas?

10. Le Traité constitutionnel et le Traité de Lisbonne

[Cristina Blanco Sío-López] Quelle a été votre expérience de la convention mise en place en vue d'un traité constitutionnel? Pourriez-vous développer un peu les principes et projets de cette convention?

[Enrique Barón Crespo] Mon expérience de cette convention a été, en partie, une expérience frustrante. En tant que président du Groupe socialiste, j'ai ressenti un complexe maternel. Je veux dire par là que les mères nourrissent toujours leurs enfants avant de manger elles-mêmes, n'est-ce pas? Et elles se font du souci pour eux... J'aurais aimé faire partie des deux conventions mais, en qualité de

président, il m'incombait de veiller à une représentation équilibrée. Je suis parvenu à obtenir, pour la première fois, une représentation équilibrée entre les sexes dans le groupe. Et j'ai accordé des postes aux autres. J'étais chargé du travail de suivi et de coordination avec ma famille politique, un travail également très important. Néanmoins, je n'ai pas pu prendre place à la convention. Quoi qu'il en soit, je suis très fier non seulement de mon travail mais aussi du résultat obtenu.

[Cristina Blanco Sío-López] En plus de votre travail concret, vous avez aussi à votre actif une réflexion théorique très profonde sur ce thème en 2006. Vous avez en effet fait un second doctorat par rapport à celui que vous aviez réalisé en 1971 en économie. Je voudrais vous demander ce qui vous a poussé à approfondir le thème de la constitutionnalisation du pouvoir législatif dans l'Union européenne. Par ailleurs, comment s'est passée votre expérience de travail avec Gil Carlos Rodríguez Iglesias^[mpi1], qui a été votre directeur de thèse à l'université Complutense?

[Enrique Barón Crespo] Ma vie durant, j'ai tâché non seulement de faire des choses mais aussi de réfléchir à ces choses, de les expliquer à moi-même et aux autres. Dans cet esprit, j'ai décidé de faire cette thèse afin de faire le bilan de la lutte pour la démocratie européenne sur le laps de temps de ma vie politique active. Expliquer le fonctionnement de la démocratie européenne me paraissait être utile à la fois pour moi et pour les autres. Je pensais avoir, en quelque sorte, le devoir de le faire. Aujourd'hui il existe un peu plus de considération ou d'étude de la doctrine, mais en 2005, très peu de travaux de doctrine ou d'université avaient été réalisés sur ce thème. Si l'on peut dire, le travail que nous avons effectué dans la salle des machines, il était nécessaire d'en donner une explication. C'est cela qui m'a amené à présenter une thèse sur la constitutionnalisation du pouvoir législatif dans l'Union européenne, ce qui revenait à expliquer non seulement comment fonctionne la codécision mais aussi comment cette procédure a transformé le fonctionnement de la démocratie européenne. La préface de ma thèse a été rédigée par le secrétaire de la Cour de justice, l'homme qui comprenait le mieux de quoi il était question. Je veux parler de Gil Carlos Rodríguez Iglesias, un excellent juriste qui aura été un très grand président de la Cour de justice, pendant au moins douze ans, je crois. Je dis toujours qu'il est l'Espagnol qui est arrivé le plus haut dans l'Union européenne et qui est resté le plus longtemps à ce niveau, chose que presque tout le monde ignore en Espagne.

[Cristina Blanco Sío-López] C'est vrai. Vous parlez aussi des idées de Montesquieu par rapport au concept de constitution lorsque vous évoquez la notion de «bilan critique» ainsi que l'idée d'«harmonie dissonante». Comment ces notions sont-elles appliquées dans le traité constitutionnel?

[Enrique Barón Crespo] En fait, ce ne sont pas seulement les idées de Montesquieu. Les notions d'équilibre, de poids et contrepoids sont également présentes dans un processus que j'admire énormément, celui qui a débouché sur la convention de Philadelphie et la création des États-Unis. Ces notions sont présentes aussi et surtout dans le processus fédéraliste. Dans les débats des *Federalist Papers*, il y a une définition de Madison que je trouve merveilleuse. Je crois qu'il disait qu'un système politique démocratique équilibré est un système caractérisé par des poids et contrepoids. C'est cela qui permet au système de fonctionner. Jean Monnet avait raison de citer Amiel, le philosophe suisse: «L'expérience de chaque homme se recommence». Il disait aussi: «Seules les institutions durent; elles transforment lentement les relations entre les personnes, entre les hommes et les font se comporter de façon différente.» Je pense que, en ce sens, ceux qui ont dû souffrir des régimes dictatoriaux sont particulièrement sensibles à cet aspect. Une autre idée me paraît importante concernant la construction européenne, une idée qui n'est pas de Habermas mais que celui-ci utilise beaucoup: le «patriotisme constitutionnel», qui est, à mon avis, un complément important. En réponse à ceux qui disent qu'il n'existe pas de peuple européen et ainsi de suite, je dirais que, en définitive, ce que nous sommes occupés à faire, c'est inventer la première démocratie supranationale de l'histoire, constituée par les États-nations les plus fiers de l'histoire. Cela montre vraiment la nécessité d'être capable d'innover des concepts, et je crois que le «patriotisme constitutionnel» est la meilleure définition de la citoyenneté européenne.

[Cristina Blanco Sío-López] Pourriez-vous nous parler de votre expérience à Nice et, encore une fois, de la formulation du décalogue: vos dix thèses sur l'avenir de l'Europe?

[Enrique Barón Crespo] D'accord. Le Conseil européen de Nice a été très intéressant car il a marqué la fin, l'épuisement de la méthode des conférences intergouvernementales à huis clos. On l'a appelé le sommet des cinq... des deux chemises: en cinq jours, tous les dirigeants avaient épuisé les chemises propres qu'ils avaient apportées. Et ils en sont ressortis anéantis parce que le système ne fonctionnait plus. C'est intéressant de voir ce qui s'est passé après neuf mois de gestion du Conseil de Nice, neuf mois de convention, de la première convention qui a fait la Charte des droits fondamentaux. La convention a donc accouché d'un beau bébé, la Charte, mais le résultat du traité de Nice a été tel que l'ont résumé les dirigeants: «C'est un désastre, une fausse couche».

[Cristina Blanco Sío-López] Dans le traité de Lisbonne, qu'est-ce qui a survécu du traité constitutionnel? Quelles sont les perspectives à cet égard?

[Enrique Barón Crespo] Les 99 % du traité constitutionnel ont survécu, à l'exception d'une chose fondamentale. Disons plutôt une chose fondamentale et quelques détails. En gros, ce qui a survécu, c'est le contenu, la Charte. Qu'est-ce qu'on a perdu en route? La clarté: la Constitution était lisible. Quant au traité de Lisbonne, il est illisible. C'est très grave car il faut consulter le traité consolidé. Qu'a-t-on encore perdu en chemin? L'hymne, le drapeau, la monnaie... Je me souviens cependant qu'à Lisbonne, au monastère des Hiéronymites, tout de suite après la signature par les chefs d'État et de gouvernement, l'hymne européen a retenti. Tous se sont levés et ont salué le drapeau. Cette anecdote est un peu drôle, n'est-ce pas? Enfin... Il y a autre chose qui me préoccupe beaucoup: une modification du traité à laquelle le Conseil européen avait droit et qui a consisté à revenir à la formule d'un commissaire par pays au lieu de la rotation. Je crois que c'est là un des éléments qui affaiblissent le rôle de la Commission comme institution communautaire fondamentale et qui ont aussi un rapport avec l'augmentation du poids du Conseil. En fin de compte, la Commission devient une sorte de COREPER et, à mon sens, cela pose un très grave problème.

[Cristina Blanco Sío-López] Pour parler de la dimension plus extérieure du traité de Lisbonne: la création d'un Haut représentant, d'un Service européen pour l'action extérieure, etc., que pensez-vous de ces changements? Quelles sont leurs implications?

[Enrique Barón Crespo] Je vais répondre à ces questions en tant qu'ancien président de la commission des affaires étrangères ainsi que de la commission du commerce international. Pour répondre à la première question, je dirais que la politique extérieure est un reflet, une projection de la force intérieure. Je veux dire par là qu'on ne peut mener une politique extérieure si on n'a pas une force intérieure, une cohésion intérieure. Ce n'est pas une chose qu'on a l'habitude de dire, mais c'est pourtant logique: nous ne servons pas seulement à avoir des relations avec les autres. Nous devons renforcer ce qui nous identifie. Pour ce qui est du Service pour l'action extérieure, il était déjà présent dans les compétences communautaires. En réalité, on ajoute maintenant une nouvelle dimension qui n'a plus trait aux compétences traditionnelles de commerce international, aux normes et autres, qui étaient les sources de la Commission. Mon impression, c'est qu'on est arrivé à un accord, dans la meilleure tradition européenne, qu'on a appliqué le système de retrait, de répartition, etc., qu'on a déterminé qui pouvait entrer. À propos de ce que Delors disait lorsqu'il était question de créer la PESC, à savoir que «c'est une Ferrari avec un moteur de deux-chevaux», je ne sais même pas s'il y a un moteur pour l'instant. C'est mon impression. Quand je vois la réaction face à ce qui se passe dans le monde, je trouve qu'après avoir fait un grand travail d'ingénierie et d'amélioration du moteur, finalement on ne le fait pas démarrer. Et ça, c'est un problème.

11. Principes et valeurs du processus de construction européenne

[Cristina Blanco Sío-López] Pour parler de la citoyenneté européenne, quelles sont, selon vous, les valeurs principales pour créer une identité européenne commune?

[Enrique Barón Crespo] Quand j'explique à quelqu'un le traité de Lisbonne, je lui dis de lire les trois premiers articles, qui répondent à ces questions: Qu'est-ce que l'Union? Quelles sont ses valeurs? Quels sont ses objectifs? Toutes les réponses sont là, très claires: l'article deux définit les valeurs de démocratie, les valeurs de respect des droits de l'homme et des minorités, l'affirmation de la justice sociale, la solidarité, l'égalité des sexes et même un principe révolutionnaire qui, sans être exprimé en ces termes, est celui de la cohabitation en paix et des relations de bon voisinage, un principe fondamental présent dans l'article trois. Je me rappelle que lorsque j'ai parlé à ceux qui viennent de l'ancienne Yougoslavie, je leur ai dit: «Vous ne vous entendez pas? Est-ce que vous ne pourriez pas vous mettre d'accord par le biais de Bruxelles?» Il faut qu'ils parviennent à s'entendre entre voisins, avec la clôture qui sépare bien les jardins, mais ils doivent y arriver, comme tous les autres l'ont fait. Chaque fois que j'accueillais un groupe de visiteurs au Parlement européen, je lui disais que lorsque j'étais moi-même arrivé dans cette institution, j'étais en même temps retourné à l'école, car les valeurs qui ont rendu l'Europe possible étaient les antithèses de celles que j'avais apprises à l'école. Moi, on m'avait appris que la démocratie était décadente, qu'il fallait lui préférer un régime tenu par une forte personnalité, que notre histoire était glorieuse, que les voisins étaient nos ennemis, etc. Or, en Europe, nous faisons exactement le contraire et cela nous convient très bien.

[Cristina Blanco Sío-López] Pourriez-vous maintenant nous parler du concept de cohésion dans le cadre du processus de construction européenne?

[Enrique Barón Crespo] Ce concept de cohésion, je dirais qu'il porte un sceau, presque un copyright hispanique. Je me rappelle de la période où nous avons commencé à inclure le thème de la cohésion qui est, en quelque sorte, la capacité des entités à avoir une cohérence, une force. Les Allemands, par exemple, n'ayant pas ce mot d'origine latine dans leur vocabulaire, disaient *Finanzausgleich*. Aujourd'hui encore, ils parlent de l'Union comme d'une Union de transfert. C'est ainsi. Ce terme a également du sens, mais le concept de cohésion qui est passé du langage de la cohésion physique à la cohésion territoriale et maintenant à la cohésion sociale, je pense qu'il est un de nos grands apports. À tel point que ce concept est devenu une sorte de critère de base, de valeur de référence servant à évaluer la situation d'une société. Je crois que c'est là un apport d'importance majeure. La preuve en est que la cohésion se trouve dans l'article trois des traités, non plus dans un protocole comme auparavant.

[Cristina Blanco Sío-López] Qu'en est-il du principe de solidarité? Toujours considéré dans ce même contexte.

[Enrique Barón Crespo] En réalité, les concepts de solidarité et de cohésion sont les deux faces d'une même pièce. Ce concept recouvre même la nécessité de la solidarité entre les générations, qui se trouve aussi à l'article trois du traité. Quant au concept de cohésion, il s'oppose précisément aux idées selon lesquelles il n'existe que l'individu – c'est ce que disait Mme Thatcher – et le marché. Non, il existe une autre conception de la société: l'économie sociale de marché ainsi que la cohésion. Le concept de cohésion recouvre non seulement la préoccupation envers les plus faibles ou ceux qui n'ont pas de possibilités, mais aussi le fait que, au niveau de la structure la plus fondamentale de la société, au niveau municipal et autre, les personnes se rendent compte qu'elles font partie d'une communauté et qu'elles peuvent être aidées. Je crois que cela est très important en cette période de grand mélange culturel et ethnique. Dans cet esprit, il importe de savoir quels éléments sont susceptibles d'assurer le fonctionnement harmonieux de la société.

[Cristina Blanco Sío-López] Pour parler du processus de construction européenne, estimez-vous qu'il fonctionne au travers de grands projets et de grandes initiatives, ou alors de réponses aux crises majeures? Ou peut-être les deux?

[Enrique Barón Crespo] Les deux. Je veux dire que les crises sont des moments où des décisions doivent être prises. Cela concerne aussi le monde physique. En grec, krinein signifie «décider». En principe, ce terme s'applique aux sociétés ou aux êtres vivants. On parle de la crise de l'enfance, de la puberté, de la maturité, etc. Quant à la construction européenne, c'est une histoire de crises successives. Mais de crises créatives, qui ont forcé ses acteurs à aller de l'avant. Il ne s'agit pas de crises terminales. Nous ne sommes pas en agonie. En fait, ces crises ont nécessité des efforts d'imagination et de solidarité et, jusqu'à présent, ces efforts se sont soldés par des résultats positifs. À mon avis, il faut essayer de continuer dans le même esprit.

[Cristina Blanco Sío-López] S'agit-il de l'histoire d'une volonté ou de l'histoire d'une adaptation constante aux charges du passé?

[Enrique Barón Crespo] Je dirais plutôt une volonté de surmonter le passé. En d'autres termes, je crois que la grandeur de la construction européenne correspond précisément à la grandeur de personnes qui ont vécu la première moitié du XXe siècle – sans aucun doute l'époque la plus dramatique de l'histoire de l'humanité – et qui en ont souffert, des personnes qui ont connu deux guerres mondiales. Quand on dit que, dans la première moitié du XXe siècle, près de cent millions de personnes sont décédées de mort non naturelle à cause des guerres civiles, des guerres mondiales, du fascisme, du stalinisme, et ainsi de suite... c'est vite dit, n'est-ce pas? Cela est vrai, mais il y a aussi eu tous les gens qui ont pu le surmonter. Il y a une chose qui m'a beaucoup impressionné et qu'on ne dit pas souvent, c'est que le traité de Rome a été rédigé par un professeur juif qui avait subi une discrimination de la part du régime de Vichy. Je veux parler de Pierre Uri, un des secrétaires de Jean Monnet. Et il l'a rédigé conjointement avec Hans von der Groeben, futur vice-président de la Commission et ancien haut fonctionnaire du Reich, sans toutefois avoir été nazi. C'est là, je crois, une preuve éclatante du profond changement qui s'est opéré en Europe: un juif et un Allemand pur ont été capables de rédiger ensemble le traité de Rome, de la première à la dernière ligne. C'est une très bonne chose. Cela montre vraiment la volonté de changement. La lucidité pouvant tout bonnement conduire au suicide, je crois que c'est là qu'une grande différence est apparue.

[Cristina Blanco Sío-López] Quel rôle l'euro, du point de vue de son existence et de ses possibilités, joue-t-il dans ces changements?

[Enrique Barón Crespo] Il joue un rôle fondamental, car la seule valeur sociale qui est commune à tout le monde – aux riches, aux pauvres, aux banquiers, aux commerçants, aux enfants et aux personnes âgées –, la valeur sociale qui définit la vie quotidienne, n'est autre que la monnaie. C'est certain. Il n'est pas nécessaire d'aller à l'université pour le savoir, ni même de savoir lire. Dès qu'un enfant peut acheter des bonbons, il sait ce qu'est la monnaie. Ce rôle est donc fondamental. Cela dit, la monnaie unique est évidemment complémentaire au marché partagé. À partir de là, elle devient un élément non seulement d'identité et de circulation économique mais aussi de pouvoir et de défense d'un domaine commun. C'est cela que fait l'euro depuis qu'il est entré en vigueur. L'euro est un bouclier de protection qui nous a évité beaucoup de tsunamis et de difficultés ces dernières années. Bien entendu, je suis un partisan acharné de l'euro. Je crois qu'en général l'euro est l'élément, qui, avec la citoyenneté, a le plus cimenté l'appartenance à l'Union. Est-ce que cela signifie que nous avons réussi? Je pense que, à la longue, l'euro exigera de nous que nous continuions à renforcer l'union politique, monétaire et économique. Peut-être en avons-nous attendu un peu trop.

12. Relations interinstitutionnelles au sein de l'Union européenne

[Cristina Blanco Sío-López] Évoquons le sujet de la Commission, si vous le voulez bien. Vous aviez également souligné l'importance des «ferments démocratiques», comme l'investiture de la Commission, le système colégislatif. Vous avez évoqué des insuffisances dans le fonctionnement des relations interinstitutionnelles. Selon vous, comment faudrait-il réformer les relations interinstitutionnelles dans l'Union européenne?

[Enrique Barón Crespo] Eh bien, je ne pense pas qu'il serait opportun d'envisager un nouveau traité. De façon générale, je crois que l'on peut se contenter de développer de nouvelles pratiques et des *constitutional conventions*, des conventions constitutionnelles, comme disent les Britanniques, sans nécessité d'envisager tout un processus de révision. La critique fondamentale que j'avance ne porte pas sur l'élaboration d'un nouveau traité mais plutôt sur notre capacité de créer des pratiques politiques plus communautaires. Ce qui me préoccupe, c'est le déséquilibre, dirais-je, la perte d'influence de la branche communautaire face à la branche intergouvernementale. Je vois là une dangereuse dérive.

[Cristina Blanco Sío-López] Et la question du déficit démocratique?

[Enrique Barón Crespo] Cette question a un rapport avec ce que nous venons d'évoquer. Aujourd'hui, les décisions qui se prennent au Conseil – des décisions très importantes – sont plus ou moins rendues publiques. Dans certains pays, l'Allemagne par exemple, un débat est mené en permanence autour du thème monétaire. Pour citer un rapport célèbre, le rapport que présente Forbes à la Chambre des communes, on y lisait ceci dans les années 1990: «Tout cela est fort bien, mais pour toute décision que prend le Conseil, celui-ci n'est responsable devant la Chambre des communes qu'à raison d'un douzième.» À l'époque c'était un douzième, aujourd'hui ce serait un vingt-septième. En effet, personne ne peut rendre cette institution responsable ou redevable. Je crois que cette question est très importante du point de vue démocratique. De toute façon, tous les régimes démocratiques sont déficitaires dans la mesure où ils sont perfectibles. J'estime donc que, effectivement, il est important d'envisager cette question, mais selon un point de vue différent de ce qui formait la vision du passé.

13. Les relations extérieures de l'Union européenne : intégration régionale et dimension globale du processus de construction européenne

[Cristina Blanco Sío-López] Pour parler du cas plus concret de l'Espagne ainsi que de sa dimension extérieure, comment estimez-vous que l'Espagne a géré ses relations, par exemple avec l'Amérique latine, en conjuguant son adhésion avec ses relations avec le sous-continent, et aussi avec l'espace euro-méditerranéen?

[Enrique Barón Crespo] Pour ce qui est de l'Amérique latine, je crois qu'il faudrait parler de plus en plus de la création du Secrétariat général ibéro-américain et des sommets ibéro-américains, sans oublier d'y inclure le Brésil, qui a aussi une grande importance. Ainsi que le Portugal. Sans aucune prétention impérialiste, bien sûr. Par ailleurs, nous n'occupons pas non plus la première place. En effet, le Mexique et le Brésil ont plus de population et auront bientôt plus de produit intérieur brut que l'Espagne. Je crois que le processus de transition de l'Espagne mais aussi du Portugal a eu une influence bénéfique sur l'Amérique latine au cours des trente dernières années, à tel point que l'on ne peut plus parler de décennies perdues. Ce continent possède une démocratie dynamique, une confiance en soi beaucoup plus forte qu'avant et une capacité économique en forte augmentation. Je pense que l'option stratégique espagnole sur le terrain des investissements et autres a joué un rôle important. En plus de cela, nous partageons une langue que nous devrions transformer en un bien collectif susceptible de nous offrir une valeur ajoutée beaucoup plus élevée. Nous devons non

seulement valoriser l'élément démographique selon lequel nous sommes autant à parler espagnol, mais aussi être capables – je pense à l'exemple de l'Institut Cervantes – de transformer cet élément en un capital précieux. Par ailleurs, je crois que nous avons aussi un rôle à jouer par rapport à tout le continent américain. Je pense à l'Amérique anglo-saxonne, surtout aux États-Unis et au Canada. Sur ce terrain, nous pouvons jouer un rôle d'interlocuteur et contribuer à la configuration de nouvelles réalités. Il faut éviter de se cantonner aux réalisations passées. Tout en reconnaissant l'aspiration profonde d'une identité latino-américaine – et je pense au deuxième centenaire –, il nous serait très utile que les processus d'intégration régionale se renforcent. Cette évolution nous serait favorable. J'encourage toujours nos frères latino-américains à avancer sur cette voie. Pour parler du thème méditerranéen, nous avons réussi à intégrer le processus de Barcelone. J'ai toujours mieux compris le processus de Barcelone que l'Union pour la Méditerranée. À ce propos, quand je pense aux événements qui se déroulent dans le monde arabe, je vois qu'ils ne correspondent pas à ce que nous pensions ou à ce que pensaient ceux dont l'avis se résumait à ceci: «Ils vont certainement adhérer à la théocratie fanatique de Ben Laden et autres.» En réalité, ce qu'expriment les populations de ces pays serait plutôt ceci: «Écoutez, nous voulons vivre comme vous.» C'est cela que disent les jeunes des pays arabes: «Nous voulons vivre de la même façon que vous.» C'est là, à mon sens, une grande espérance qu'il nous incombe de canaliser. Dans le cas de l'Espagne, j'ajouterais une chose que l'on n'a pas l'habitude de dire – et c'est là que réside la stratégie pour l'Afrique –: l'Espagne a découvert qu'il y a au sud du Sahara une autre Afrique très importante. Le fait de nous tourner vers l'Amérique nous a permis non seulement de renforcer nos relations mais aussi de mieux prendre conscience de l'importance de l'Afrique, et cette prise de conscience sera décisive pour nous.

[Cristina Blanco Sío-López] Concernant la notion de tiers-monde ou, comme on dit aujourd'hui, de «pays émergents», à votre avis, quelle devrait être la position de l'Union européenne en tant que première puissance commerciale et entité tenante des impératifs éthiques que nous avons évoqués précédemment? Quelle doit être son approche au niveau international?

[Enrique Barón Crespo] Pour ce qui est du tiers-monde, qui est un mouvement très important, je dirais que, depuis la disparition du «second monde», je ne crois pas vraiment qu'il y ait... Cela me rappelle que lorsque j'étais étudiant, il y avait Nehru, Nasser ainsi que le jeune Castro – pas le dinosaure que nous connaissons aujourd'hui. À cette époque, le tiers-monde était anti-impérialiste. C'était l'époque de la décolonisation, une époque très différente. Mais aujourd'hui je ne vois aucun de ces pays revendiquer son appartenance au tiers-monde. En revanche, je vois ceci: à l'OMC, où ils sont tous égaux, ces pays ont tous le droit de vote et l'exercent quand cela est possible. Ce qu'ils veulent, c'est être beaucoup plus émergents et se consolider. Telle est la réalité que nous vivons. En principe, en termes de coopération au développement et de création de structures multilatérales, l'Union européenne est en tête. L'exemple classique est la relation de l'Union avec les pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique). Ce concept ayant été défini par les Français, c'est le seul cas de jonction d'un continent, d'un archipel et d'une mer. Quoi qu'il en soit, les ACP sont une réalité de plus de soixante-dix pays avec lesquels nous entretenons une relation très privilégiée et importante. On peut aussi évoquer la responsabilité de l'OMC dans la réalisation du cycle de Doha et les Objectifs du millénaire, ce dernier élément étant déjà présent à l'article trois de notre traité de Lisbonne. Je crois que nous devons poursuivre dans cette voie et surtout montrer qu'il est possible d'avoir une union régionale d'États qui fonctionne et a de l'avenir.

[Cristina Blanco Sío-López] Pour parler du cas des États-Unis, quelle a été l'évolution historique de la politique extérieure de la Communauté européenne ainsi que de la politique commune de défense à travers l'UEO dans le passé et à travers l'OTAN, etc.?

[Enrique Barón Crespo] Selon mon point de vue, le changement, l'âge de la majorité de l'Europe et la politique extérieure et de défense par rapport aux États-Unis correspondent à la fin de la guerre froide. Jusqu'alors, nous étions protégés par un parapluie atomique. C'est à ce moment que le grand

changement s'est produit. De fait, vingt ans après, les États-Unis ne sont plus le pays dont la politique économique et commerciale est dominante dans le monde. En outre, ils doivent défendre leurs intérêts dans des conditions de plus en plus difficiles. Ajoutons que la réduction à l'absurde a été la guerre en Irak et en Afghanistan menée par Bush junior. Les Américains ont compris qu'ils ne pouvaient plus jouer le rôle de garde prétorienne du monde, d'autant moins que leur créancier principal est la Chine communiste, un pays sur le point de devenir la première puissance mondiale. Une chose reste sûr: la relation qui existe entre les États-Unis et l'Europe est la relation bilatérale et multilatérale la plus importante au monde, du point de vue du commerce, de la politique et des valeurs partagées. Nous devons assumer cette responsabilité mais aussi être à la hauteur en termes de défense et de coopération. C'est à ce niveau que se situe le défi que nous devons relever maintenant. Je veux parler des opérations menées sous l'égide de l'ONU ou autorisées par elle, que ce soit en Afghanistan ou, comme en ce moment, en Libye. Il faut chercher à ce que ces opérations ne soient pas prises en charge par les seuls pays occidentaux. D'autres doivent y participer. Cela est aussi un aspect important du partage des responsabilités.

[Cristina Blanco Sío-López] Dans le cas particulier de l'Espagne, que pensez-vous des relations entre ce pays, les États-Unis et l'Union européenne?

[Enrique Barón Crespo] Selon moi, à la fin des années 1980, nous avons réussi à rééquilibrer notre relation avec les États-Unis. Dans la mesure où nous renforçons la défense européenne, nous devrions aussi être capables de réexaminer cette relation. Quant aux États-Unis, je crois qu'ils sont eux aussi confrontés à une certaine urgence historique parce que, de toute évidence, il leur est de plus en plus difficile de soutenir tout ce réseau de bases implantées à une échelle véritablement mondiale. Cette responsabilité, ils ne la partagent avec personne. Dans ce contexte, je comprends parfaitement, par exemple, l'angoisse existentielle d'Obama en ce moment. À mon avis, c'est là un des thèmes pour lesquels nous ne pouvons nous comporter comme une Suisse neutre. Aujourd'hui nous devons être capables non seulement d'approuver des traités ou des articles mais également d'engager le matériel et les efforts nécessaires – je parle d'efforts budgétaires importants –, et je dis cela à un moment où nous avons d'autres chats à fouetter, où nous poursuivons d'autres priorités.

[Cristina Blanco Sío-López] Vous avez parlé, de façon très significative, de l'idée d'une civilisation de la mondialisation. Comment cette idée se concrétise-t-elle dans le contexte européen?

[Enrique Barón Crespo] Ce sont les Européens qui recherchent la mondialisation. L'aventure de Colomb a été suivie de celle de Magellan, d'Elcano... Il s'agit non seulement de découvrir que la Terre est ronde mais aussi de vouloir que notre monde fonctionne de façon globale. Ce thème n'a donc rien de nouveau. Comme le dit si bien Friedman, la Terre est plate. Tout cela a donc commencé avec la lettre adressée par Colomb à la Reine. Dans l'histoire, les Européens sont toujours partis à l'aventure en laissant dans leur sillage une part de lumière et une part d'ombre, n'est-ce pas? «Enfer et paradis», comme disait Braudel. Je veux parler de l'aventure coloniale, de l'esclavage, de l'exploitation, de la création de l'Amérique et ainsi de suite. Aujourd'hui, que pouvons-nous apporter au monde? En premier lieu, là où auparavant la guerre et la lutte pour l'hégémonie régnaient en permanence – ce qui correspond à l'histoire de l'Europe depuis la Renaissance, et même depuis bien avant –, l'avènement des États modernes, l'équilibre des pouvoirs et ainsi de suite nous ont permis de changer, de mettre fin à cet état de guerre continuelle et, au final, de trouver la formule pour vivre ensemble, dans la prospérité et selon des valeurs partagées. Cela, nous l'avons atteint au niveau régional, puis nous nous sommes mondialisés en ajoutant ces valeurs partagées à notre cohabitation. Je pense que c'est là que peut se situer notre plus grand apport à ce monde dans lequel la mondialisation s'étend à la finance, au commerce mais aussi à la délinquance économique et au trafic de drogues, etc. Cela nous montre que nous devons aussi mondialiser la démocratie et ses valeurs. Je trouve que c'est là une aventure exaltante.

[Cristina Blanco Sío-López] Pensez-vous que le modèle européen est exportable comme modèle d'intégration régionale?

[Enrique Barón Crespo] Je crois que la caisse à outils des Européens peut être utilisée dans d'autres continents. Mais il ne nous appartient pas d'utiliser nous-mêmes ces outils. D'autres que nous doivent s'en charger.

14. L'union économique et monétaire

[Cristina Blanco Sío-López] Revenons, si vous le voulez bien, sur le thème de l'union économique et monétaire. Vous parliez d'une différence entre la procédure législative et la procédure financière. Pourriez-vous un peu nous expliquer la relation entre les deux?

[Enrique Barón Crespo] Une procédure... non, je disais qu'en principe, comme cela se passe dans les pays, le grand débat ou la grande consolidation des parlements passe par la voie du contrôle et de la décision concernant le budget. C'est vers la moitié des années 1960, époque du compromis de Luxembourg et du lancement de la politique agricole commune, que la procédure budgétaire a commencé à prendre forme en partie. Par la suite, nous avons établi la codécision. Ce que je dis, c'est qu'au moment où l'on permet au Parlement de contrôler tout le budget, y compris les «dépenses obligatoires», ce contrôle devrait s'étendre aux recettes si l'on tient à respecter les principes fondamentaux de la démocratie.

[Cristina Blanco Sío-López] Puisque nous parlons de budget, pourrions-nous évoquer les fonds structurels et de cohésion? Quelles ont été leurs implications pour l'Espagne en particulier?

[Enrique Barón Crespo] Ils ont été notre plan Marshall et nous en avons fait bon usage. Ces fonds sont maintenant utilisés et exploités – mieux ou moins bien – par les nouveaux États membres. Le défi qui se présente à l'Espagne est celui d'un pays qui est entré dans l'Union avec un revenu moyen de 72 % et en est maintenant à plus de 100 %. Nous avons été capables de moderniser nos infrastructures, d'investir. À présent, nous allons devoir prendre le taureau par les cornes dans des domaines tels que l'innovation, la formation du capital humain, etc. Mais ce défi sera partagé. Quoi qu'il en soit, la comparaison est très facile dans ce domaine. Si l'on prend, par exemple, l'accord de libre-échange nord-américain, l'ALENA ou NAFTA, on voit que le commerce de marchandises a été ouvert dans cette région. Or, les États-Unis ne respectent pas leur partie de l'accord car ils ne laissent pas entrer les camionneurs mexicains, au prétexte qu'ils conduisent mal. Ils ont bien sûr un syndicat, les Teamsters... Mais en fin de compte, il n'y a pas de liberté de mouvement des personnes. Il y a même un mur entre les États-Unis et le Mexique, le plus grand mur frontalier du monde. Par ailleurs, il n'existe entre ces deux pays aucune espèce de politique de cohésion et d'équilibre territorial et social, telle que nous l'avons conçue. Cette comparaison semble assez éloquente, n'est-ce pas?

[Cristina Blanco Sío-López] De votre point de vue, quelle est la dimension sociale de la politique économique et monétaire de l'Union européenne? Comment a-t-on réussi à appliquer cette dimension sociale?

[Enrique Barón Crespo] Dans la politique économique... je crois qu'en Europe l'État-providence s'est mis en place sur une base nationale mais, de toute évidence, avec une aspiration historique partagée. Cela est indéniable, n'est-ce pas? Je pense qu'aujourd'hui notre plus grand défi par rapport à la citoyenneté commune et à l'union économique et monétaire consiste à parvenir à défendre et à adapter notre modèle social, qui ne sera jamais un modèle social entièrement centralisé et géré au niveau européen. En revanche, il est évident que quand on évoque le modèle social européen, avec ses différences, les Européens savent de quoi il s'agit, et le reste du monde également. Je crois aussi que

c'est à ce niveau que se situe le plus grand défi pour les États-Unis et la Chine, même si c'est une chose qu'on ne dit pas souvent. Regardez les difficultés qu'Obama a rencontrées pour consolider les 90 % de la couverture de la politique sanitaire aux États-Unis. Idem en Chine concernant la couverture des aspects fondamentaux de la protection sociale de l'ensemble de la population. Comme l'a dit un professeur chinois lors d'une récente réunion Jean Monnet: «En Chine, le modèle social européen est très populaire.» Et je comprends pourquoi. Il importe de raisonner un peu à contre-courant de la réaction fréquente qui préconise une érosion et un démantèlement du modèle social. Surtout lorsque l'on voit en Europe que les pays les plus compétitifs sont les pays nordiques, qui ont le modèle social le plus profondément implanté. Ce sont les pays qui prennent le plus soin du capital humain, la plus grande valeur que nous possédons.

15. L'Espagne et le processus de construction européenne

[Cristina Blanco Sío-López] Selon vous, quel a été l'apport majeur de l'Espagne au processus de construction européenne?

[Enrique Barón Crespo] En premier lieu, l'Espagne a prouvé qu'une transition pacifique pouvait être plus révolutionnaire que beaucoup de processus de révolution exaltants. Je crois que cette expérience s'est avérée positive, en particulier pour les nouveaux États membres. Quand on observe ce qui se passe avec la révolution du jasmin, on peut également établir un parallèle positif avec la transition espagnole. De mon point de vue, c'est là le premier apport de l'Espagne. Son deuxième apport est d'avoir montré comment une société peut exploiter son intégration dans l'Europe et tirer parti de la solidarité dont elle bénéficie, et en même temps concrétiser une volonté politique d'apporter des contributions, par exemple dans les dossiers de la citoyenneté ou de la cohésion. L'Espagne a eu le mérite de compenser les avantages reçus par des dons créatifs.

[Cristina Blanco Sío-López] Quel a été l'impact – les bénéfices – de l'entrée de l'Espagne dans les Communautés européennes, dans l'Union européenne?

[Enrique Barón Crespo] Je pense avoir déjà répondu en partie à cette question en disant que les Espagnols ont [...]. En premier lieu, les Espagnols ont surmonté une situation historique marquée non seulement par la guerre mais également par un rôle très important dans l'histoire de l'Europe et dans l'ensemble de sa création politique et culturelle, dirais-je. L'Espagne, après une période de repli sur soi et d'isolement, est revenue en force et participe à cette construction en lui apportant non seulement une dimension universelle mais aussi une volonté politique de renforcer tout le processus. Je crois que c'est là notre apport majeur. De plus, nous avons toujours été prêts à accomplir un pas de plus, chose que d'autres ont souvent hésité à faire.

[Cristina Blanco Sío-López] Par cette question, je voulais surtout vous demander comment l'Espagne s'est européanisée, ce que l'Europe a apporté à l'Espagne.

[Enrique Barón Crespo] Je crois que l'Espagne s'est beaucoup européanisée, et ce dès les années 1960, à l'époque du démarrage du tourisme. Celui-ci a permis au pays de commencer à sortir de son isolement dû à la dictature. Jusqu'à présent, je n'ai jamais rencontré en Espagne de situation de résistance ou d'agressivité à l'encontre de l'Europe, comme cela s'est vu dans d'autres pays. Par exemple, dans notre Espagne qui a gagné cinq ou six millions d'habitants au cours de la dernière décennie, soit 16 % de la population, avant la crise, je n'ai jamais entendu de commentaires semblables à l'histoire du «plombier polonais». En revanche, les gens qui cherchent un plombier... on ne les compte plus! Bref, de tels faits de démagogie ne sont jamais apparus en Espagne. Donc il y a bien une certaine ouverture vers l'extérieur. J'aimerais cependant que la société espagnole et son leadership intègrent plus en profondeur l'appartenance à l'Europe et l'esprit d'association. Enfin, à

chaque jour suffit sa peine.

[Cristina Blanco Sío-López] Comment percevez-vous l'évolution du sentiment européeniste en Espagne?

[Enrique Barón Crespo] Je crois que ce sentiment est relativement stable. Je ne sais pas... Certains disent que nous allons commencer à donner plus que ce que nous recevons. Moi, je ne suis pas si pessimiste mais, en définitive, cette question pose un défi qui devra être relevé par la nouvelle génération.

[Cristina Blanco Sío-López] En guise de conclusion, pourriez-vous dresser un bilan de votre carrière politique, en particulier de cette fonction si importante que vous avez assumée au Parlement européen? Si vous le voulez bien, expliquez-nous aussi quel apport personnel vous espérez avoir fait à ce processus de construction européenne. Quel héritage politique pensez-vous laisser?

[Enrique Barón Crespo] Comme je le disais au début de l'entretien, les deux grands amours politiques de ma vie sont la démocratie en Espagne et en Europe, et la construction européenne. Ces deux éléments sont étroitement liés entre eux et répondent à la même philosophie. Je ne crois pas vraiment déceler un couronnement au processus actuel car, dans la vie, comme dit Goethe dans Faust, «chaque génération doit conquérir ce qu'elle a hérité». Je pense donc qu'il incombe à une autre génération de reprendre le flambeau car il y a encore du chemin à parcourir. En revanche, je crois que la transformation de l'histoire de l'Espagne et de l'Europe et sur la bonne voie et qu'il faut continuer ainsi. Pour ce qui est de mon héritage politique, je me suis efforcé d'apporter ma pierre à l'édifice. Quand je repense à l'Espagne et à toute sa phase de transition, à l'Europe et à son évolution, j'estime leur avoir consacré le meilleur de moi-même et avoir contribué à la mise en marche et au fonctionnement de certaines choses. Il appartient maintenant à d'autres de juger ce que j'ai fait.

[Cristina Blanco Sío-López] D'accord. Merci beaucoup, Monsieur Barón. Vous avez parlé de l'Europe avec une passion que nous avons réellement pu ressentir tout au long de cet entretien. Nous vous sommes extrêmement reconnaissants pour ce témoignage, qui constitue déjà un héritage en soi. Merci d'avoir partagé avec nous votre expérience et votre témoignage.

[Enrique Barón Crespo] Ce mariage de passion et de raison, il est vrai, est ce que j'ai essayé d'offrir à mon pays et à l'Europe, comme en témoignent mes livres. Et c'est moi qui vous remercie.